



Les aspirations des Québécois en matière de politiques sociales

Août 2015
Projet 12989-034

Table des matières

Contexte et objectifs	3
Approche méthodologique	5
Faits saillants	7
Résultats détaillés	11
1. <i>La qualité de vie</i>	12
2. <i>La confiance envers l'avenir</i>	19
3. <i>Le collectivisme ou l'individualisme</i>	26
4. <i>L'importance de la lutte contre la pauvreté et de la réussite scolaire</i>	34
5. <i>L'avenir de l'ensemble des politiques sociales québécoises</i>	43
6. <i>Les intervenants à impliquer</i>	53
Profil des répondants	58

Contexte et objectifs



La mission de la Fondation Lucie et André Chagnon est de prévenir la pauvreté en misant sur le développement des enfants et leur réussite éducative. Pour ce faire, la Fondation soutient la mobilisation des acteurs locaux pour que ces derniers créent des environnements familiaux, éducatifs et communautaires favorables à la réussite éducative, particulièrement en milieux défavorisés.

De plus, la Fondation soutient des projets de sensibilisation à l'intention des parents, ainsi que de la population et des acteurs communautaires, sociaux, économiques, médiatiques et politiques de la société québécoise. La Fondation croit que les parents, les citoyens et les acteurs de toutes les sphères de la société seront plus disposés à adopter des gestes et à débattre de choix collectifs s'ils sont sensibilisés et ont l'occasion de dialoguer sur l'importance de créer à long terme des conditions favorisant la prévention de la pauvreté, le développement des enfants et leur réussite éducative.

Au cours de 2015, la Fondation a entrepris une démarche afin de définir ses orientations en matière de sensibilisation et de dialogue pour les prochaines années. Parmi les éléments de cette démarche et dans le contexte des orientations gouvernementales récentes et envisagées, il a été jugé essentiel de prendre le pouls de l'opinion publique en matière de politiques publiques liées à la prévention de la pauvreté, au développement des enfants, à la parentalité et à la famille, à la réussite éducative, au développement social, collectif et local ainsi qu'à la philanthropie au Québec.

Plus précisément, ce sondage a pour objectif de capter les opinions et les aspirations des Québécois au sujet :

- de leur propre qualité de vie et de la qualité de vie au Québec;
- des facteurs qui les influencent, dont diverses politiques sociales;
- des notions de responsabilités individuelles et collectives;
- des choix collectifs auxquels est confronté le Québec; et
- de la contribution de divers acteurs sur la qualité de vie.

Approche méthodologique

Pour répondre aux objectifs, un sondage Web a été réalisé par Léger du 16 au 21 juin 2015, auprès d'un échantillon représentatif de 2 006 Québécois âgés de 18 ans et plus et pouvant s'exprimer en français ou en anglais.

À l'aide des données de Statistique Canada, les résultats ont été pondérés selon le sexe, l'âge, la langue parlée à la maison, la scolarité et la présence d'enfants dans le ménage afin de rendre l'échantillon représentatif de l'ensemble de la population à l'étude.

Notes pour la lecture du rapport :

- Il est à noter que les nombres présentés ont été arrondis. Par contre, ce sont les nombres avant arrondissement qui sont utilisés pour calculer les sommes présentées. Ainsi, les sommes peuvent ne pas correspondre à l'addition manuelle des nombres présentés.
- Les résultats présentant des différences statistiquement significatives et pertinentes sont indiqués dans les encadrés à côté de la présentation des résultats globaux.

Faits saillants

Une qualité de vie assez satisfaisante, mais qui n'est pas à l'abri

- Plutôt satisfaits de leur qualité de vie (moyenne de 7,4 sur 10), les Québécois sont majoritairement d'avis (71%) qu'un mode de vie sain est la clé du succès en la matière. À cet effet, plus de quatre personnes sur dix (43%) mentionnent spontanément que la santé et la bonne forme physique font partie des éléments essentiels à une bonne qualité de vie.
- La moitié des Québécois (48%) songent également spontanément aux aspects financiers comme déterminants essentiels d'une bonne qualité de vie. C'est toutefois cette facette de la vie qui suscite, et de loin, le plus d'insatisfaction chez les Québécois, avec 41% des gens qui se disent insatisfaits de leur situation financière. D'ailleurs, près du tiers des personnes sondées se considèrent pauvres (31%), et la moitié affirme avoir peur de le devenir (50%).
- Cette crainte de la pauvreté peut possiblement être liée au fait que la moitié des gens (48%) perçoivent que la qualité de vie au Québec s'est détériorée au cours des dix dernières années. Pour la majorité de la population (75%), d'importants changements s'imposent si l'on souhaite préserver, voire améliorer le niveau de vie des Québécois.

Les facteurs collectifs sont importants, et il serait difficile d'en faire moins

- Pour la grande majorité des Québécois (83%), les facteurs collectifs contribuent de manière importante à leur qualité de vie. Selon le même ordre d'idée, une minorité des personnes interrogées pensent que, collectivement, nous en faisons trop à l'égard des enjeux de société sondés. Le soutien aux aînés et la prévention de la pauvreté sont d'ailleurs les causes qui semblent manquer le plus d'appui, avec respectivement 72% et 67% des Québécois qui croient que la société n'en fait pas suffisamment à ces égards.
- Même si les Québécois reconnaissent généralement l'importance des facteurs collectifs, certains éléments semblent avoir une part de responsabilité individuelle plus élevée. C'est notamment le cas du maintien de leur qualité de vie, avec plus du tiers de la population (37%) qui considère qu'il en revient surtout à l'individu de subvenir à ce besoin. À l'inverse, le quart (26%) juge qu'il s'agit d'un devoir surtout collectif, alors que 35% le juge partagé entre l'individu et la société.
- L'opinion des Québécois sur la part de responsabilité individuelle ou collective face au développement harmonieux des enfants de 0 à 5 ans est aussi très mitigée. Alors que trois personnes sur dix (30%) croient qu'il en revient principalement à l'individu, près du tiers (32%) pensent que d'assurer ce bon développement est principalement un devoir collectif. Fait à noter, dans le cas des enfants de 0 à 20 ans, la population tend plutôt vers l'attribution d'une part de responsabilité surtout collective (39% partagent cet avis vs. 15% qui considèrent qu'il s'agit surtout d'une responsabilité individuelle).

Des politiques sociales déterminantes de la qualité de vie, mais dont l'avenir est incertain

- Aux yeux des trois quarts des Québécois (75%), les nombreuses politiques sociales dont s'est dotée la province au cours des 50 dernières années ont contribué de manière notable à la qualité de vie de sa population, une opinion d'autant plus partagée par les personnes de 55 ans et plus (85%). Les systèmes de soins de santé et d'éducation publics universels et gratuits se démarquent positivement de par leur contribution à la qualité de vie au Québec, avec 86% des gens qui considèrent que ces politiques ont eu une influence importante. D'ailleurs, la santé et l'éducation sont les deux missions de l'État les plus prioritaires aux yeux du public.
- L'opinion de la population quant à la capacité financière du Québec à maintenir ses politiques sociales actuelles ne fait pas cependant pas l'unanimité. Alors que plus de la moitié des personnes sondées (55%) pensent que le Québec dispose des ressources nécessaires afin de maintenir ses politiques, voire en développer de nouvelles dans 29% des cas, plus du tiers pensent le contraire (37%). Il faut cependant mettre en lumière, que même si plus de la moitié des gens jugent que l'État possède les ressources financières suffisantes, 57% se considèrent tout de même inquiets au regard du maintien de ces politiques sociales garantes de la qualité de vie au Québec.

Les Québécois ne s'entendent pas sur la direction que doit prendre la société en matière de choix financiers

- La moitié des Québécois (51%) pensent qu'un débat de société s'impose quant à l'avenir des politiques sociales régissant la province, quitte à retarder l'atteinte de l'équilibre budgétaire, contre 40% qui priorisent avant tout le rétablissement de la situation budgétaire de l'État.
- Cette divergence d'opinions s'observe aussi lorsqu'il est question de se positionner sur la voie à prendre si le Québec se trouvait confronté à plusieurs choix financiers. Alors que près de la moitié de la population (48%) croit qu'il est important que les besoins des individus soient pris en charge collectivement par la société, 39% pensent plutôt qu'on devrait compter davantage sur la responsabilité individuelle. On constate aussi que la moitié de gens (51%) sont en faveur d'offrir des services publics financés selon le principe de l'utilisateur-payeur, contre 38% qui préfèrent plutôt que ces services soient financés par l'ensemble de la population. L'enjeu envers lequel les Québécois s'entendent le plus est sur la présence d'un État qui intervient beaucoup dans l'économie, une option priorisée par six citoyens sur dix (61%).

La réussite scolaire des jeunes et la prévention de la pauvreté : deux priorités des Québécois

- La réussite scolaire de niveau primaire et secondaire, la bonification des régimes publics de retraite et celle des services sociaux destinés aux plus démunis sont les trois mesures sociales qui apparaissent comme étant les plus prioritaires aux yeux des Québécois. C'est également envers ces dernières que la population se dit le plus prête à contribuer davantage par le biais d'une augmentation des taxes, des impôts ou des tarifs. D'ailleurs, parmi ces trois moyens, l'augmentation des tarifs pour les services est généralement le plus populaire (40% vs. 25% pour une augmentation des taxes et 15% pour une hausse de l'impôt). Ceci est cohérent avec le fait que la moitié de la population valorise des services publics financés selon le principe de l'utilisateur-payeur, tel qu'abordé précédemment.
- Les résultats montrent que dans l'esprit des Québécois, il existe un lien entre la réussite scolaire et la prévention de la pauvreté. Pour la grande majorité des gens (82%), une des meilleures manières de lutter contre cette problématique consiste à favoriser la réussite scolaire des enfants de sorte à briser le cycle de la pauvreté. Huit personnes sur dix (81%) croient aussi que l'environnement où grandit un enfant, i.e. sa communauté, peut avoir une influence sur sa réussite scolaire.
- Dans tous les cas, la majorité des Québécois pensent que la réussite scolaire des enfants devrait être considérée comme une priorité par les décideurs publics (84%), de même que l'élimination de la pauvreté (72%). Dans une moindre mesure, le développement des enfants de 0 à 5 ans devrait aussi faire partie de ces priorités pour six personnes sur dix (60%).
- Bien que la lutte contre la pauvreté soit visiblement un enjeu que les Québécois ont à cœur, près de trois sur dix (28%) pensent tout de même qu'il est impossible de réduire significativement la pauvreté au Québec.

Plus de pouvoir aux municipalités dans l'administration des programmes sociaux

- Selon les deux tiers de la population (67%), il serait important que les municipalités jouent un rôle plus actif dans l'administration des programmes sociaux, ces derniers étant actuellement placés sous la responsabilité des gouvernements provincial et fédéral. D'ailleurs, outre le gouvernement du Québec qui arrive en première position, les municipalités représentent le deuxième acteur en importance parmi ceux qui devraient avoir davantage d'influence au Québec aux yeux du public.
- Actuellement, huit Québécois sur dix (81%) ont l'impression que leur point de vue n'est pas suffisamment pris en compte dans les décisions qui sont prises par les différents paliers du gouvernement. Rendre plus actif le rôle des municipalités à cet égard pourrait peut-être contribuer à faire sentir au public qu'il est mieux compris et entendu.

Résultats détaillés

1. La qualité de vie

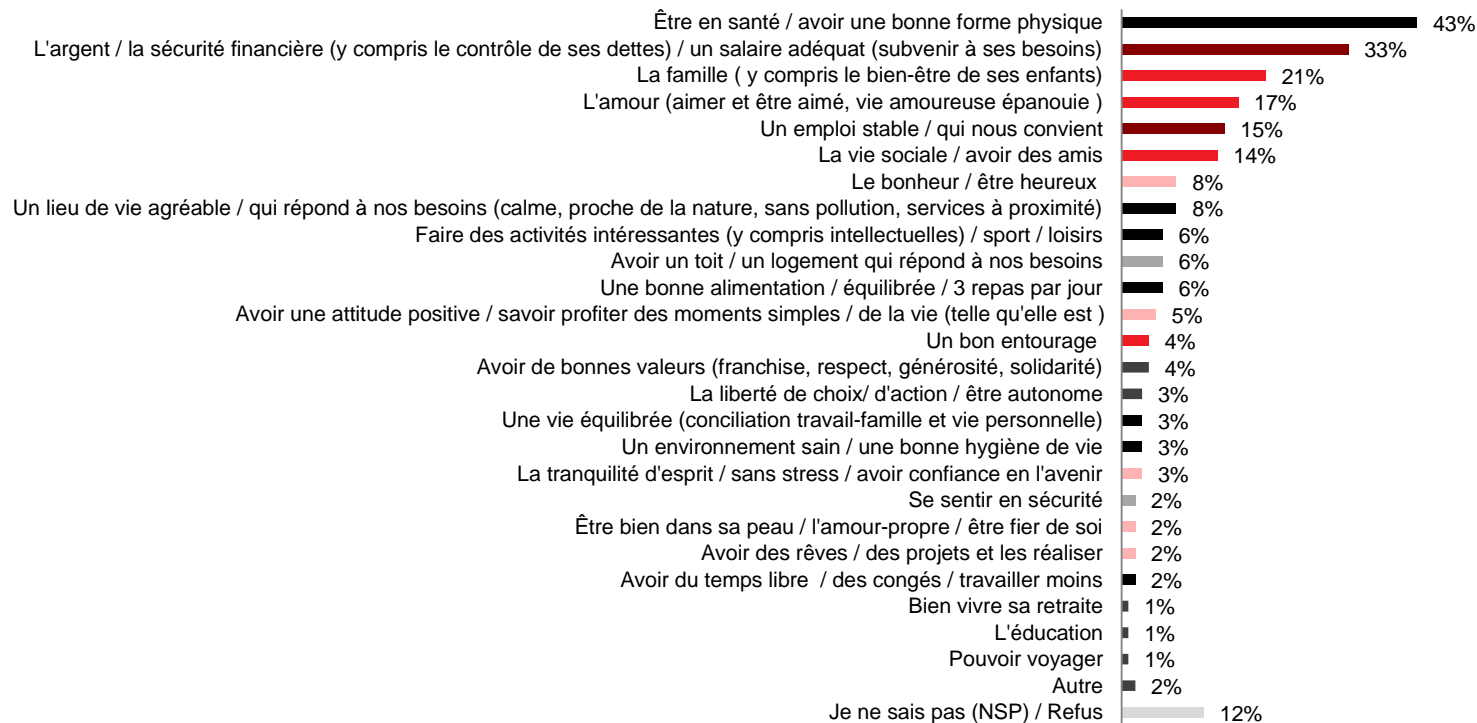
Ingrédients essentiels à une bonne qualité de vie

Sept Québécois sur dix (71%) estiment que divers aspects d'un mode de vie sain sont les ingrédients essentiels à une bonne qualité de vie, alors que plus de la moitié (56%) mentionnent spontanément divers aspects de leur entourage. Près de la moitié des Québécois (48%) associent des aspects financiers aux ingrédients essentiels à la qualité de vie, alors qu'un sur cinq (20%) croit que ce qui est essentiel à une bonne qualité de vie se rapporte à des aspects psychologiques. Enfin, moins d'un Québécois sur dix (8%) mentionne des aspects du besoin de sécurité en tant qu'ingrédient à une qualité de vie satisfaisante.

Q2. En quelques mots, quels sont les ingrédients essentiels à une bonne qualité de vie, selon vous?

MENTION SPONTANÉE – PLUSIEURS MENTIONS POSSIBLES*

Base : tous les répondants (n=2 006)



TOTAL MODE DE VIE SAIN : 71%

TOTAL ENTOURAGE : 56%

TOTAL ASPECTS FINANCIERS : 48%

TOTAL ASPECTS PSYCHOLOGIQUES : 20%

TOTAL BESOIN DE SÉCURITÉ : 8%

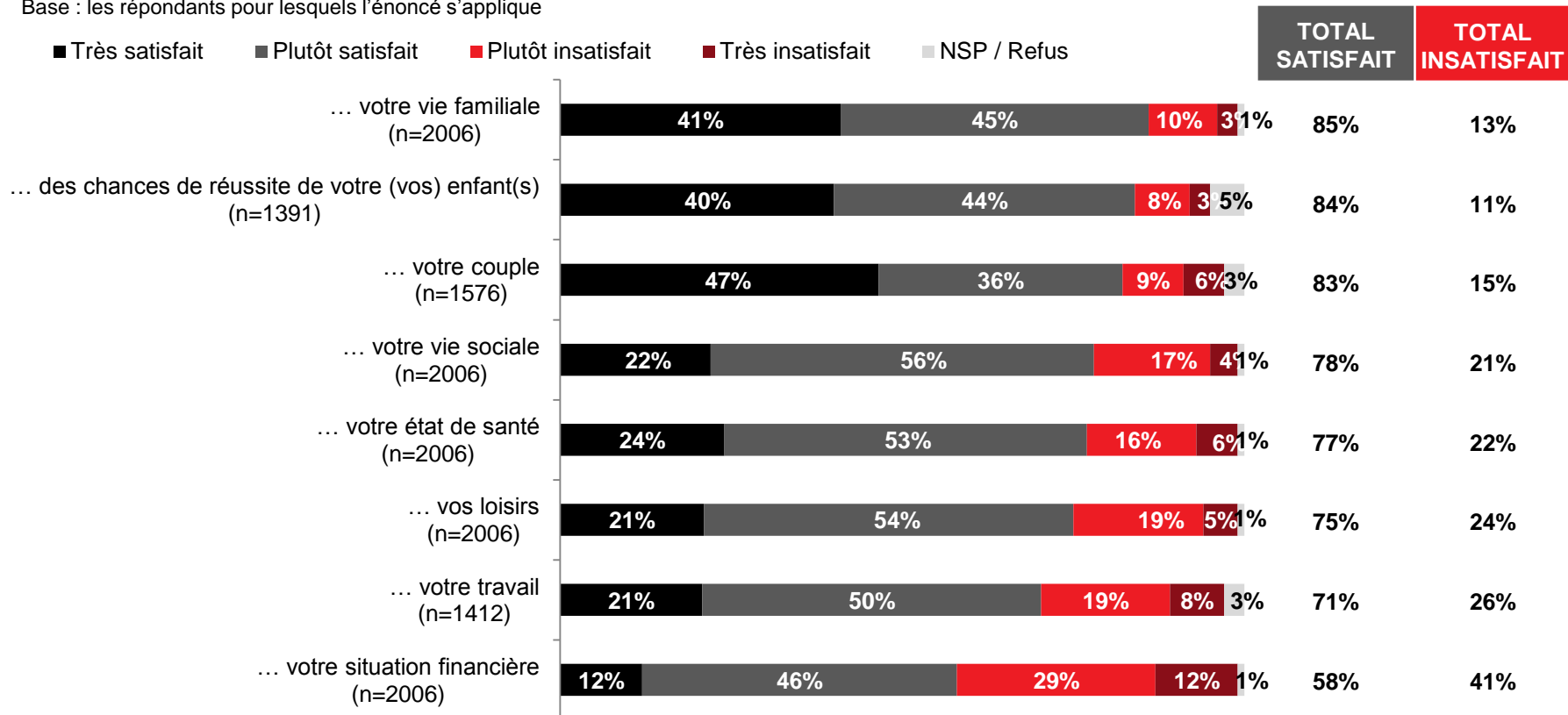
TOTAL AUTRE : 5%

Satisfaction à l'égard de divers aspects de la vie

De manière générale, les taux de satisfaction observés corroborent bien l'idée que les Québécois sont satisfaits de leur qualité de vie. La majorité des Québécois se disent satisfaits de leur vie familiale (85%), et lorsque cela s'applique, des chances de réussite de leurs enfants (84%) et de leur couple (83%). Par contre, moins des trois quarts des gens occupant un emploi se disent satisfaits de celui-ci (71%), alors que moins de deux Québécois sur trois (58%) sont satisfaits de leur situation financière.

Q3. Veuillez nous indiquer si vous êtes ou non satisfait des aspects suivants de votre vie. Êtes-vous satisfait ou non de ... ?

Base : les répondants pour lesquels l'énoncé s'applique



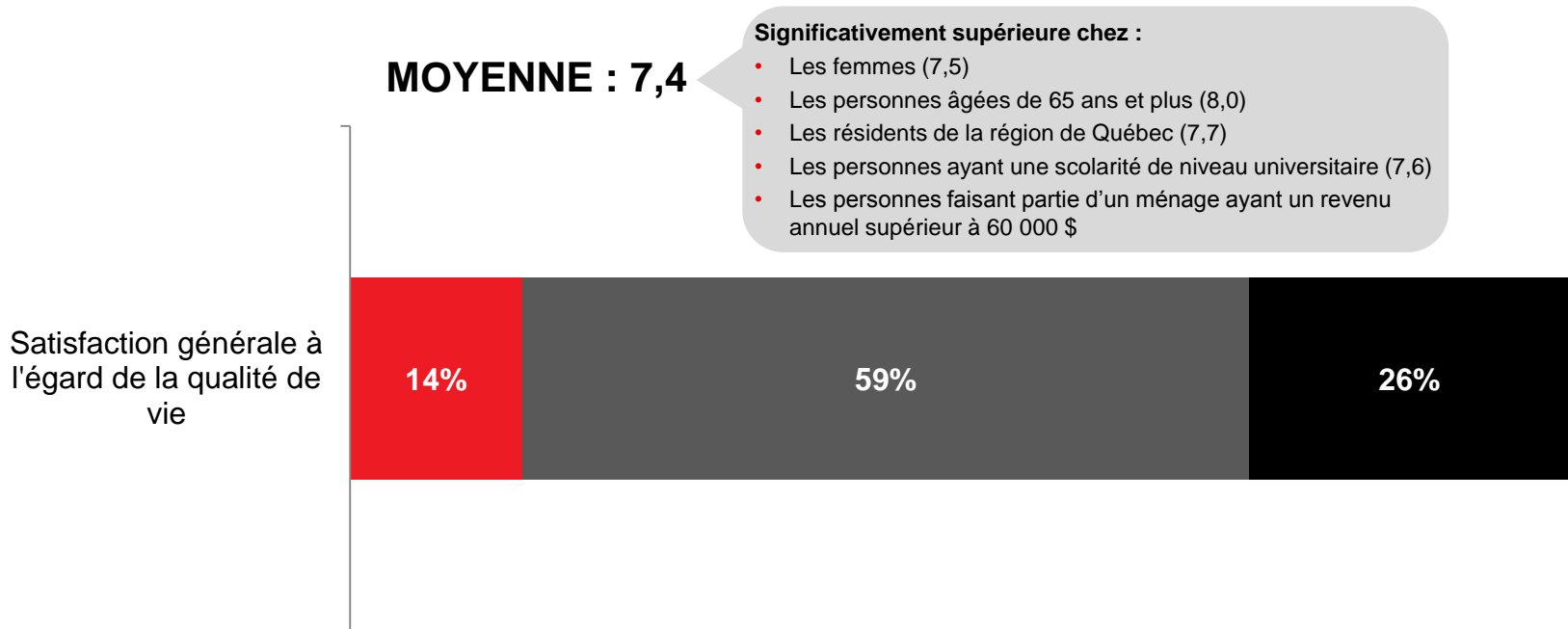
Satisfaction à l'égard de la qualité de vie

En moyenne, les Québécois sont neutres (7,4) quant à leur satisfaction générale à l'égard de leur qualité de vie. On remarque que les femmes (7,5), les personnes âgées de 65 ans et plus (8,0) et celles ayant un niveau de scolarité plus élevé (8,0) ont une plus forte propension à se déclarer satisfaites.

Q1. Sur une échelle de 0 à 10 (0 signifiant pas du tout et 10 signifiant très), veuillez nous indiquer à quel point vous êtes satisfait de votre qualité de vie.

Base : tous les répondants (n=2 006)

■ Faible (total 0 à 5) ■ Moyenne (total 6 à 8) ■ Total 9 et 10 ■ Ne sait pas (NSP)

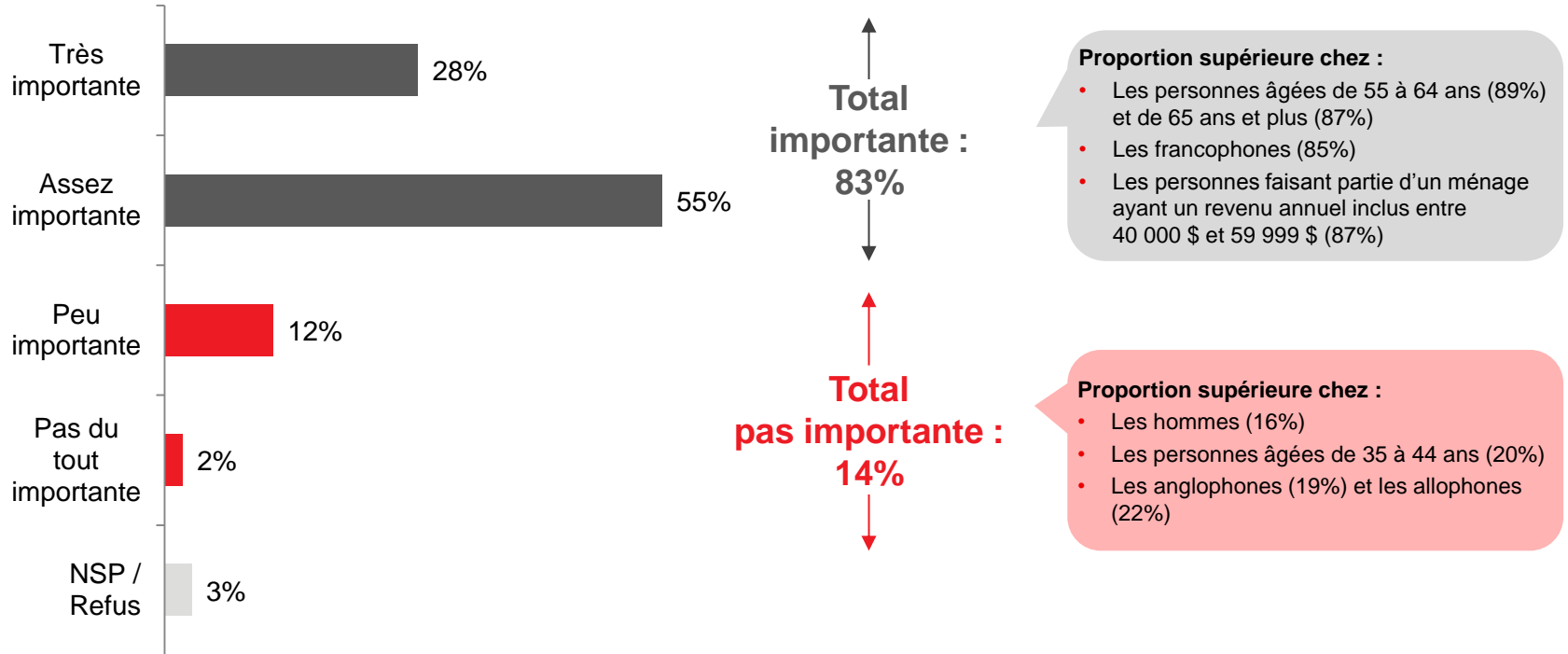


Contribution des facteurs collectifs à la qualité de vie

La majorité des Québécois (83%) croient que les facteurs collectifs contribuent de façon importante à leur qualité de vie. Les francophones (85%), les personnes âgées de 55 à 64 ans (89%) et de plus de 65 ans (87%) et celles faisant partie d'un ménage ayant un revenu annuel compris entre 40 000 \$ et 59 999 \$ (87%) ont une plus forte propension à penser ainsi. D'un autre côté, 14% pensent que les facteurs collectifs ne contribuent pas de façon importante à leur qualité de vie (14%).

Q7. Différents facteurs influencent la qualité de vie. Si certains facteurs sont individuels (ex : les choix que nous faisons), d'autres sont collectifs (ex : les programmes, les services, les mesures sociales). Personnellement, diriez-vous que ces facteurs collectifs contribuent de façon très, assez, peu ou pas du tout importante à votre qualité de vie?

Base : tous les répondants (n=2 006)

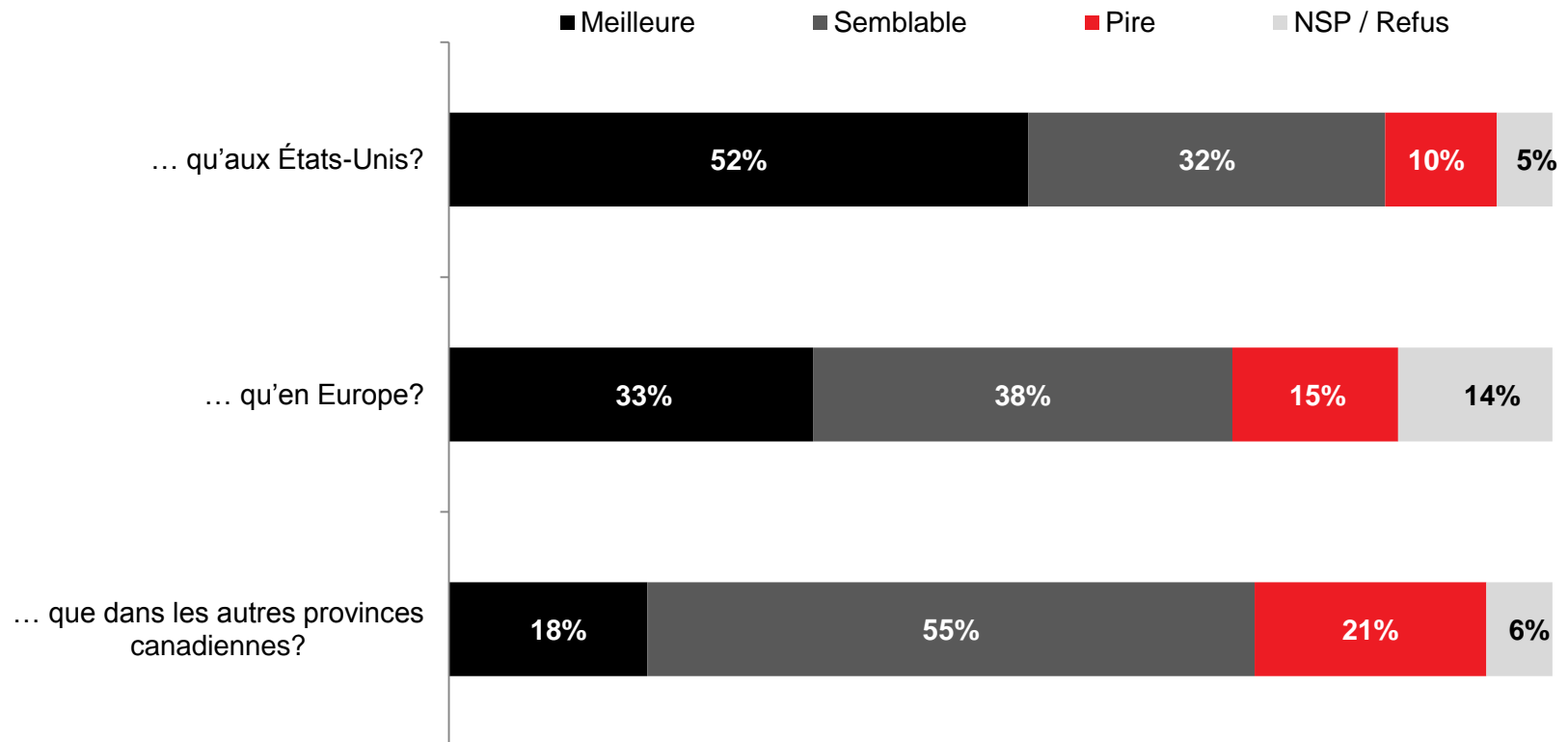


Perception de la qualité de vie au Québec

Lorsqu'ils comparent la qualité de vie au Québec à celle des États-Unis, la moitié des Québécois (52%) croient que la situation est meilleure au Québec. S'ils comparent la qualité de vie au Québec par rapport à celle des pays européens, l'opinion est plus nuancée. En effet, le tiers (33%) croient qu'au Québec la qualité de vie est meilleure tandis que près de deux sur cinq (38%) pensent qu'elle est semblable. Enfin, moins d'un Québécois sur cinq (18%) pense que l'herbe est plus verte chez lui que dans les autres provinces canadiennes, tandis que plus de la moitié (55%) pensent que la qualité de vie y est semblable.

Q4. De façon générale, trouvez-vous que notre qualité de vie, au Québec, est meilleure, semblable ou pire...

Base : tous les répondants (n=2 006)



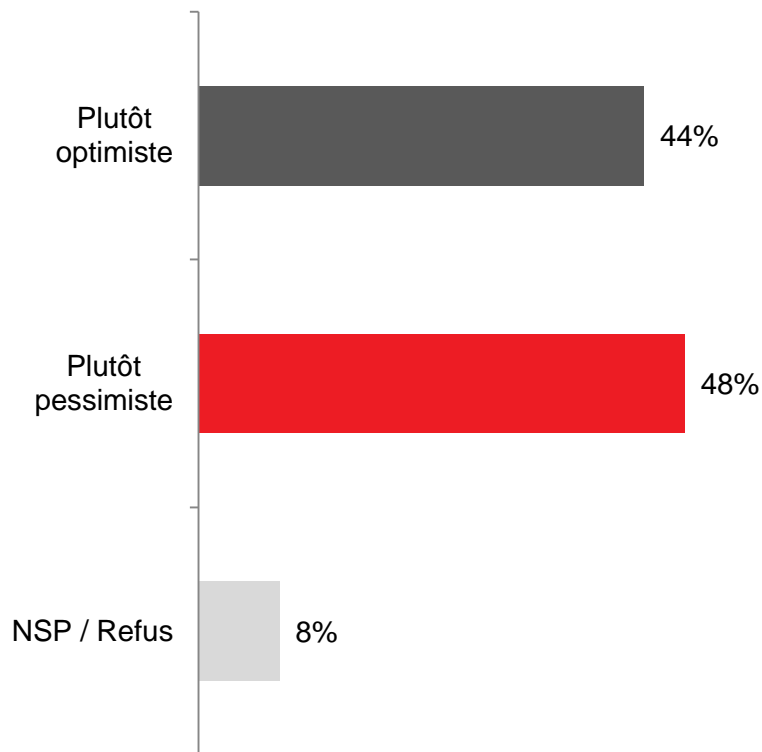
2. La confiance envers l'avenir

Opinion à l'égard de l'avenir du Québec

La perception de l'avenir du Québec est mitigée parmi les Québécois. Près de la moitié (48%) sont plutôt pessimistes quant à l'avenir de la province, contre 44% qui sont plutôt optimistes. À noter qu'environ une personne sur dix (8%) ne s'est pas prononcée sur la question.

Q34. Êtes-vous plutôt pessimiste ou plutôt optimiste pour l'avenir du Québec?

Base : tous les répondants (n=2 006)



Proportion supérieure chez :

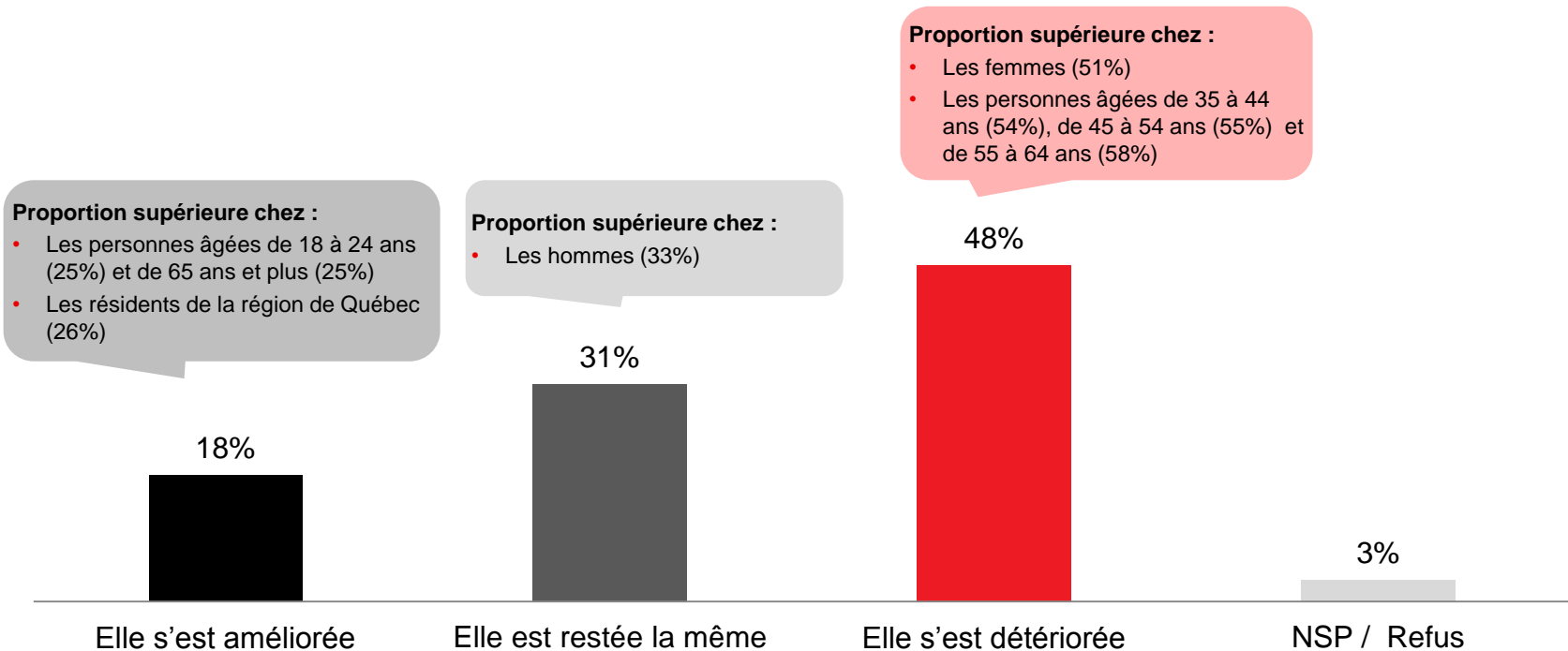
- Les personnes âgées de 65 ans et plus (58%)
 - Les résidents de la région métropolitaine de Québec (50%)
 - Les francophones (46%)
 - Les personnes qui font partie d'un ménage sans enfant (47%)
 - Les personnes croyant que la qualité de vie au Québec s'est améliorée (68%) ou est restée la même (58%) au cours des 10 dernières années
 - Les personnes qui estiment que le Québec, en tant que société, va dans la bonne direction (76%)
 - Les personnes qui sont en accord avec les compressions budgétaires (53%)
- Les hommes (47%)
 - Les personnes âgées de 25 à 34 ans (53%) et de 35 à 44 ans (58%)
 - Les anglophones (55%)
 - Les personnes qui ont des enfants âgés de 6 à 17 ans (59%)
 - Les personnes croyant que la qualité de vie au Québec s'est détériorée au cours des 10 dernières années (66%)
 - Les personnes qui estiment que le Québec, en tant que société, nécessite des changements (56%)
 - Les personnes qui sont en désaccord avec les compressions budgétaires (54%)

Perception de l'évolution de la qualité de vie au Québec

Près de la moitié des Québécois (48%) pensent que la qualité de vie au Québec s'est détériorée au cours des 10 dernières années, et c'est particulièrement le cas chez les femmes (51%) et les personnes âgées de 35 à 64 ans (54% à 58%). Près du tiers des Québécois (31%) estiment que la qualité de vie est restée la même, parmi lesquels une proportion supérieure d'hommes (33%). Enfin, près d'un Québécois sur cinq (18%) croit que la qualité de vie au Québec s'est améliorée, un résultat qui s'élève parmi les résidents de la région de Québec (26%) et parmi les plus jeunes (25%) ou les plus vieux (25%).

Q5. Selon vous, la qualité de vie au Québec s'est-elle améliorée, est-elle restée la même ou s'est-elle détériorée au cours des 10 dernières années?

Base : tous les répondants (n=2 006)

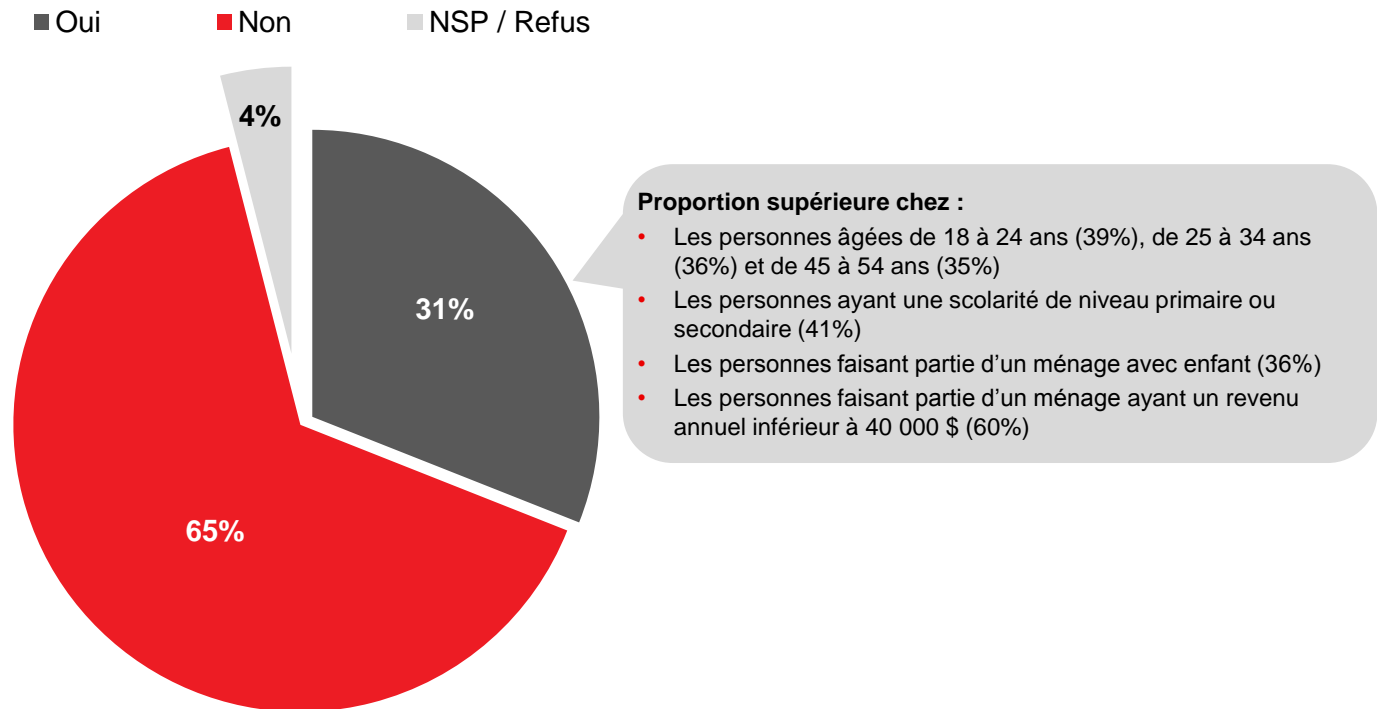


Impression d'être pauvre relativement à sa situation financière

Trois Québécois sur dix (31%) se considèrent comme pauvres lorsqu'ils songent à leur situation financière. Les personnes ayant une scolarité de niveau primaire ou secondaire (41%) et les parents ayant des enfants mineurs (36%) sont plus nombreux à estimer être pauvres. Enfin, sans surprise, près des deux tiers des personnes faisant partie d'un ménage ayant un revenu annuel inférieur à 40 000 \$ (60%) croient être pauvres.

Q42. En considérant votre situation financière, considérez-vous que vous êtes pauvre?

Base : tous les répondants (n=2 006)

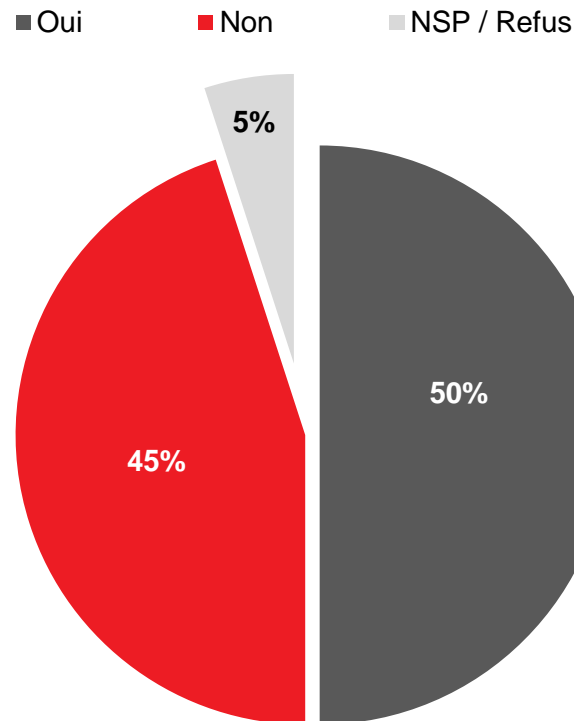


Crainte quant à la possibilité de devenir pauvre

La moitié des Québécois (50%) craignent de devenir pauvres. Cette crainte est plus souvent observée parmi les femmes (54%), les anglophones (56%), les personnes ne vivant pas dans les régions de Québec et de Montréal (55%) et celles ayant un niveau de scolarité primaire ou secondaire (59%). Les personnes faisant partie d'un ménage avec enfants sont aussi plus nombreuses à ressentir cette crainte (55%) et ce taux atteint 59% chez les familles de jeunes enfants de 0 à 5 ans. Enfin, chez les Québécois qui se considèrent comme pauvres (31% — p.22), la part de Québécois qui craignent de devenir pauvres atteint 80%.

Q43. Craignez-vous de devenir pauvre?

Base : tous les répondants (n=2 006)



Proportion supérieure chez :

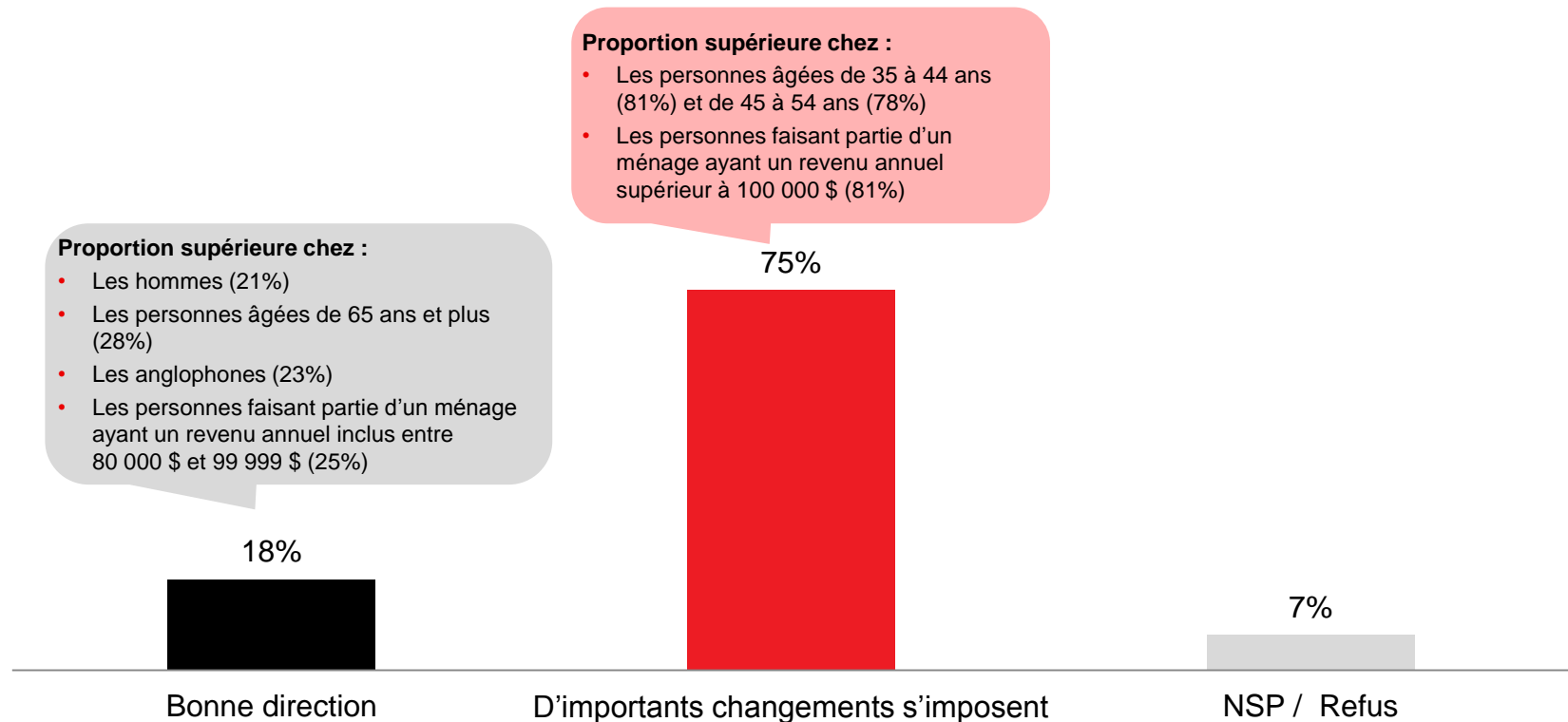
- Les femmes (54%)
- Les personnes âgées de 35 à 44 ans (56%) et de 45 à 54 ans (55%)
- Les anglophones (56%)
- Les résidents des autres régions (55%)
- Les personnes ayant une scolarité de niveau primaire ou secondaire (59%)
- Les personnes faisant partie d'un ménage avec enfant (55%)
- Les personnes faisant partie d'un ménage ayant un revenu annuel inférieur à 40 000 \$ (66%)
- Les personnes se considérant comme pauvres (80%)

Perception de l'avenir quant à l'évolution de la qualité de vie au Québec

Les trois quarts des Québécois (75%) sont d'accord pour dire que le Québec, en tant que société, doit s'imposer d'importants changements en matière de qualité de vie, une opinion surtout partagée par les personnes faisant partie d'un ménage ayant un revenu supérieur à 100 000 \$ (81%). D'un autre côté, moins d'un Québécois sur cinq (18%) pense que la province est dans la bonne direction pour améliorer sa qualité de vie. Les hommes (21%), les personnes âgées de 65 ans et plus (28%) et les anglophones (23%) ont une plus forte propension à partager cet optimisme.

Q6. Et si vous pensez à notre qualité de vie dans l'avenir, diriez-vous que le Québec, en tant que société, s'en va dans la bonne direction ou que d'importants changements s'imposent?

Base : tous les répondants (n=2 006)



Valeurs ou principes à considérer dans les choix et décisions à prendre pour le Québec

La bonne gestion de l'argent public se classe au premier rang des mentions spontanées (*top-of-mind*) en ce qui concerne les valeurs ou principes sur lesquels le Québec devrait appuyer ses choix et ses décisions pour la prochaine décennie. L'éducation et la santé suivent avec 11% des mentions.

Q16. Quelles sont les valeurs ou les principes sur lesquels devraient s'appuyer les choix et les décisions que le Québec devra prendre dans les dix prochaines années?

MENTION SPONTANÉE – PLUSIEURS MENTIONS POSSIBLES*

Base : tous les répondants (n=2 006)



Valeurs liées à la sociale démocratie (programmes sociaux, soutien, égalité des chances, etc.) : 29%

Valeurs liées à l'économie, au développement, à la performance, etc. : 27%

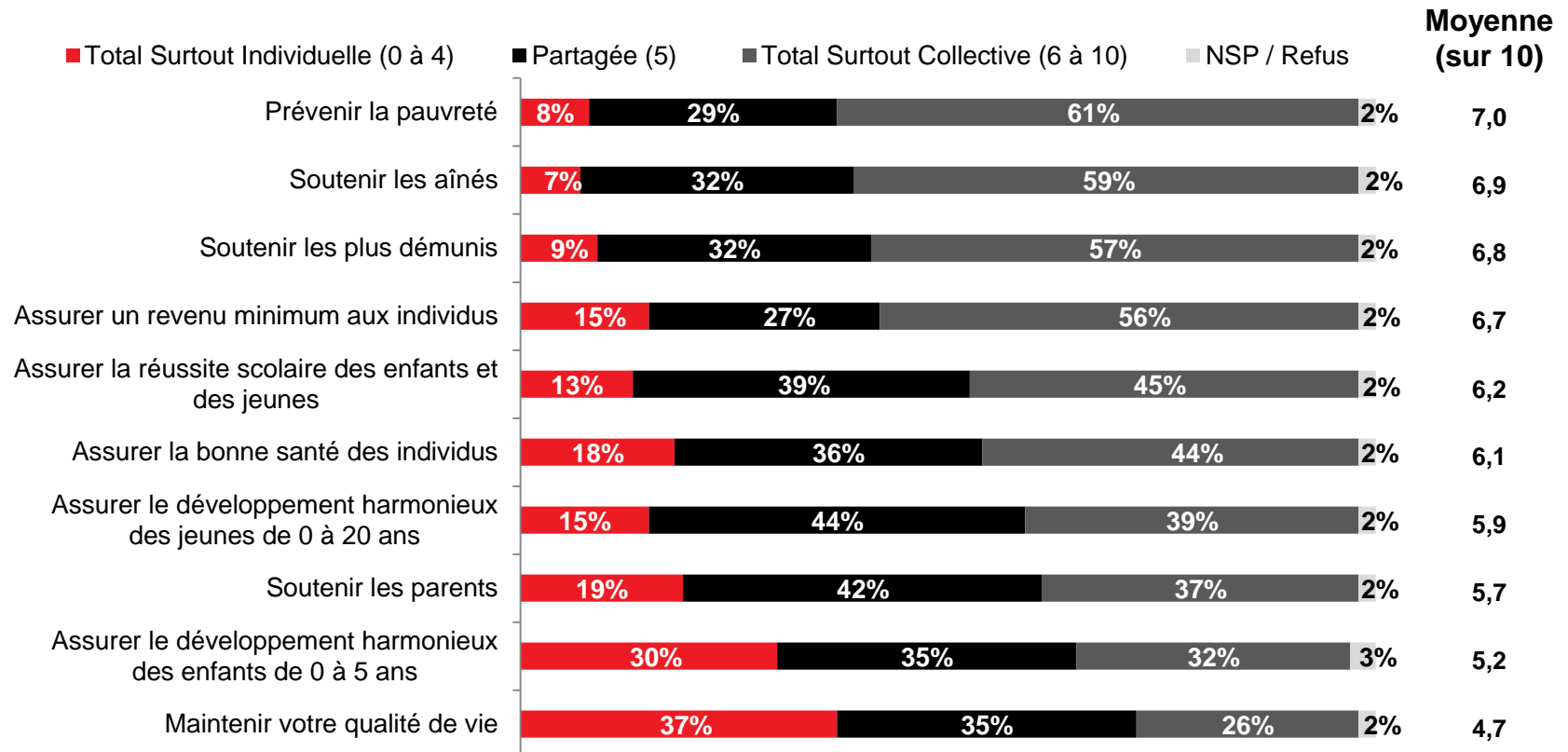
3. Le collectivisme ou l'individualisme

Niveau de responsabilité, collective ou individuelle, envers divers enjeux sociétaux

En matière d'enjeux sociétaux, les Québécois estiment généralement que la part de responsabilité est partagée ou surtout collective. Seuls le maintien de la qualité de vie (37%) et le développement harmonieux des enfants de 0 à 5 ans (30%) se démarquent, car une plus grande part de Québécois estiment qu'il s'agit surtout d'une responsabilité individuelle.

Q8. Quelle est, à votre avis, la part de notre responsabilité collective et individuelle pour chacun des éléments suivants?

Base : tous les répondants (n=2 006)

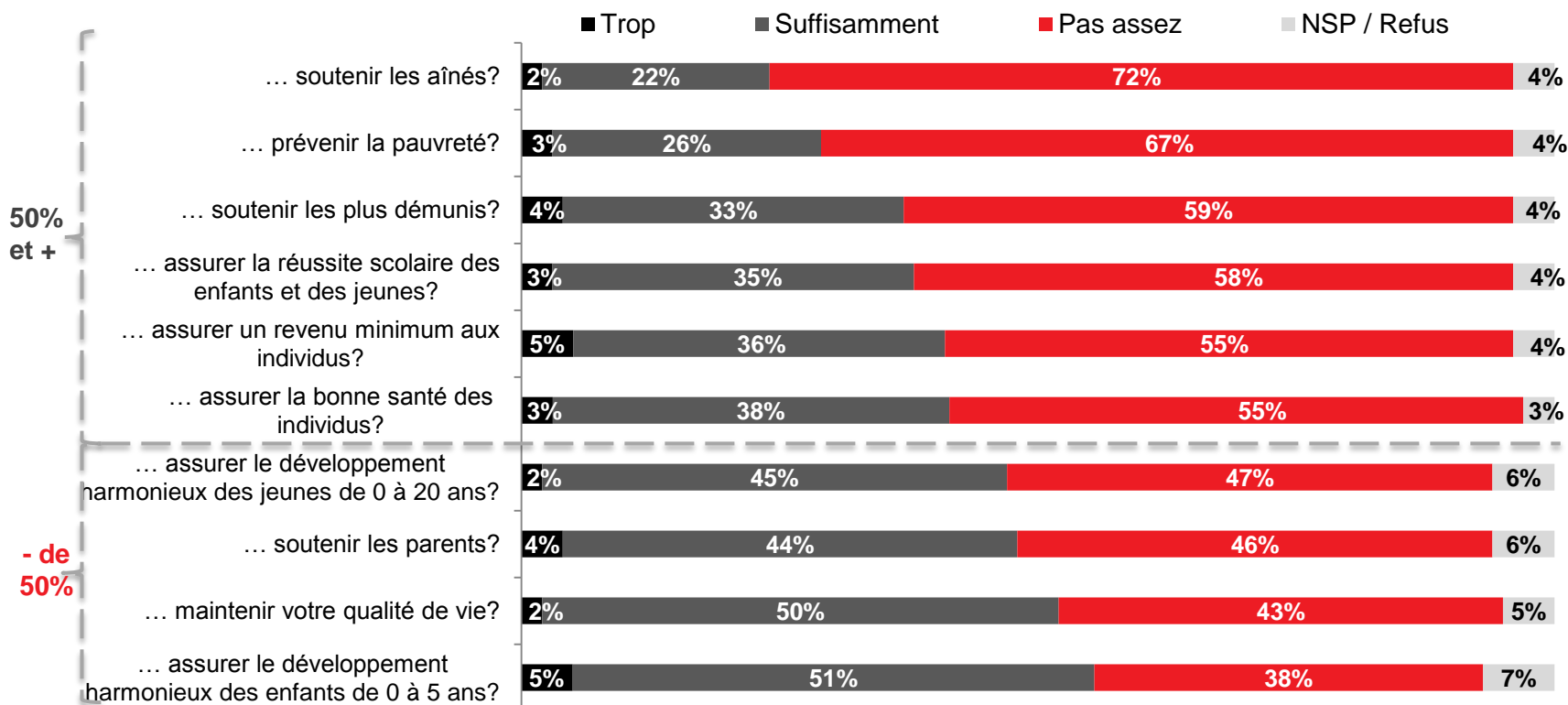


Opinion à l'égard de divers enjeux sociétaux

Une très infime portion de Québécois estiment que collectivement nous en faisons trop pour la majorité des enjeux sociétaux sondés. D'un autre côté, près des trois quarts des Québécois (72%) s'accordent pour dire que collectivement, nous n'en faisons pas assez pour soutenir les aînés. Les deux tiers des résidents de la province (67%) pensent aussi que la collectivité n'en fait pas assez pour prévenir la pauvreté. Enfin, trois Québécois sur cinq pensent que la collectivité n'en fait pas assez pour soutenir les plus démunis (59%) ou assurer la réussite scolaire des enfants et des jeunes (58%).

Q9. Trouvez-vous que, collectivement, nous en faisons trop, suffisamment ou pas assez pour...

Base : tous les répondants (n=2 006)

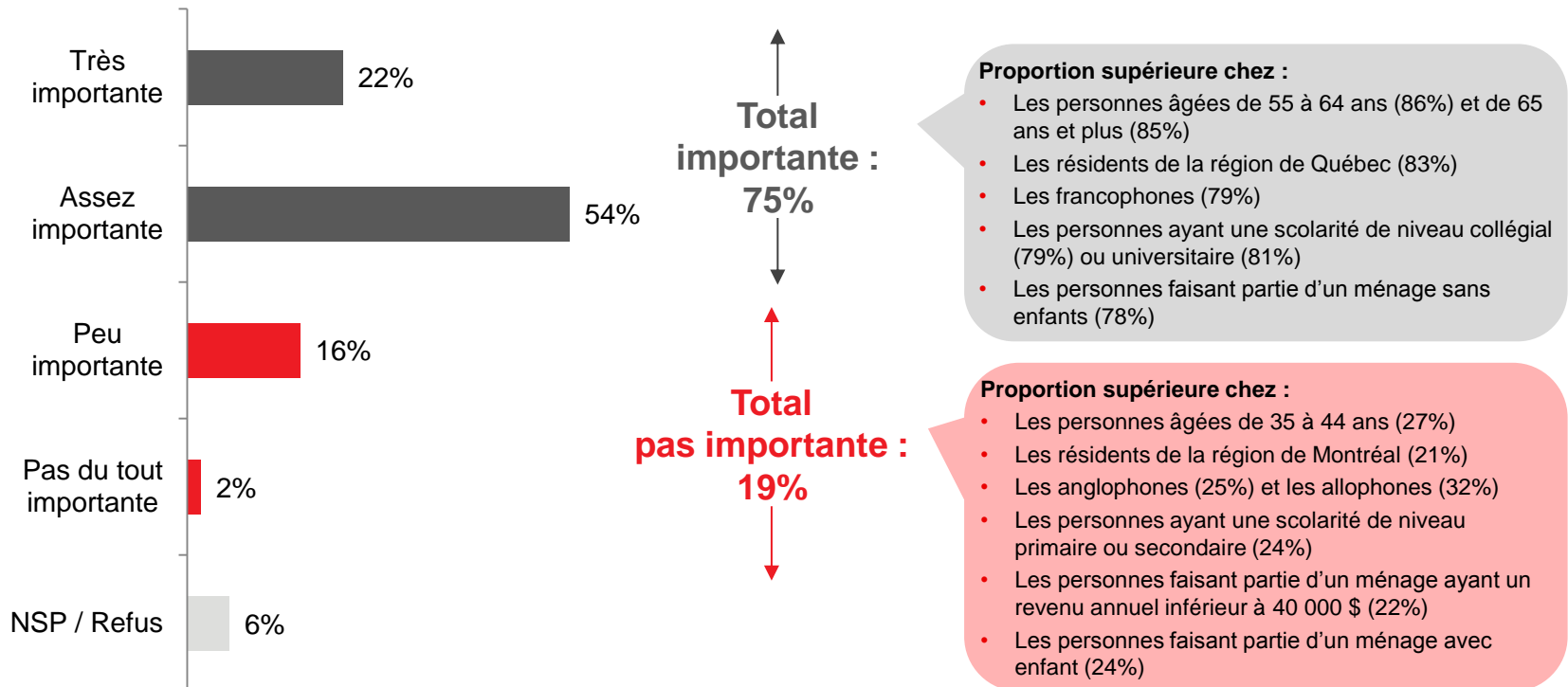


Contribution perçue des politiques sociales sur la qualité de vie au Québec

Les trois quarts des Québécois (75%) s'accordent pour dire que les politiques sociales dont s'est doté le Québec au cours des 50 dernières années ont contribué de façon importante à la qualité de vie que nous avons au Québec. D'ailleurs, une proportion supérieure de personnes âgées de 55 à 64 ans (86%) et de plus de 65 ans (85%), de résidents de la région de Québec (83%) et de personnes ayant un niveau de scolarité collégial (79%) ou universitaire (81%) croient que cette contribution est importante.

Q10. Au cours des 50 dernières années, notre société s'est dotée d'un nombre important de politiques sociales. Selon vous, ces politiques sociales ont-elles contribué, en général, de façon très, assez, peu ou pas du tout importante à la qualité de vie que nous avons au Québec aujourd'hui?

Base : tous les répondants (n=2 006)



Contribution perçue de diverses politiques sociales sur la qualité de vie au Québec

De manière générale, les Québécois s'entendent pour dire que les politiques sociales dont s'est dotée notre société au cours des 50 dernières années ont eu une contribution importante à la qualité de vie au Québec.

Q11. Voici des éléments de politiques sociales dont notre société s'est dotée au cours des 50 dernières années. Pour chacun, veuillez indiquer si ces politiques ont eu, selon vous, une contribution très, assez, peu ou pas du tout importante à la qualité de vie que nous avons au Québec.

Base : tous les répondants (n=2 006)

	TOTAL IMPORTANTE	Très importante	Assez importante	TOTAL NON IMPORTANTE	Peu importante	Pas du tout importante	NSP / Refus
Le système de soins de santé universel et gratuit	86%	56%	30%	12%	9%	3%	2%
Un système d'éducation public, universel et gratuit (au primaire et au secondaire)	86%	53%	33%	10%	8%	2%	3%
L'assurance de santé et sécurité au travail (CSST)	81%	36%	45%	14%	11%	2%	5%
Le régime d'assurance-emploi (assurance chômage)	81%	36%	45%	15%	12%	3%	4%
Le programme public d'assurance-médicaments	80%	40%	39%	17%	13%	4%	3%
Les prestations aux aînés (Régie des rentes et pensions de vieillesse)	80%	43%	37%	15%	13%	3%	5%
Les allocations familiales et déductions fiscales pour les enfants	79%	32%	47%	16%	14%	3%	5%
Un système d'éducation universitaire subventionné avec des droits de scolarité parmi les plus faibles en Amérique du Nord	77%	36%	41%	18%	14%	4%	5%
Le programme d'aide financière aux études post-secondaires (prêts et bourses pour les étudiants des cégeps et des universités)	77%	31%	46%	18%	15%	3%	5%
Le salaire minimum	76%	38%	39%	21%	17%	4%	3%
Les divers services sociaux d'aide aux personnes en difficulté, par exemple la DPJ, les travailleurs sociaux, les intervenants en toxicomanie, etc.	74%	27%	46%	21%	17%	4%	5%
Le régime d'assurance parentale (congé parentaux)	74%	32%	42%	21%	16%	5%	5%
Les centres de la petite enfance (CPE) et les services de garde subventionnés	74%	32%	43%	20%	14%	5%	6%
L'équité salariale	73%	38%	35%	23%	17%	6%	4%
L'assurance automobile (indemnités sans égard à la faute en cas d'accident d'auto)	70%	27%	44%	24%	19%	6%	5%
L'aide sociale	69%	23%	46%	26%	20%	6%	5%
Le logement social	67%	21%	46%	27%	22%	5%	6%
Le réseau des Cégeps	63%	22%	41%	29%	22%	7%	8%

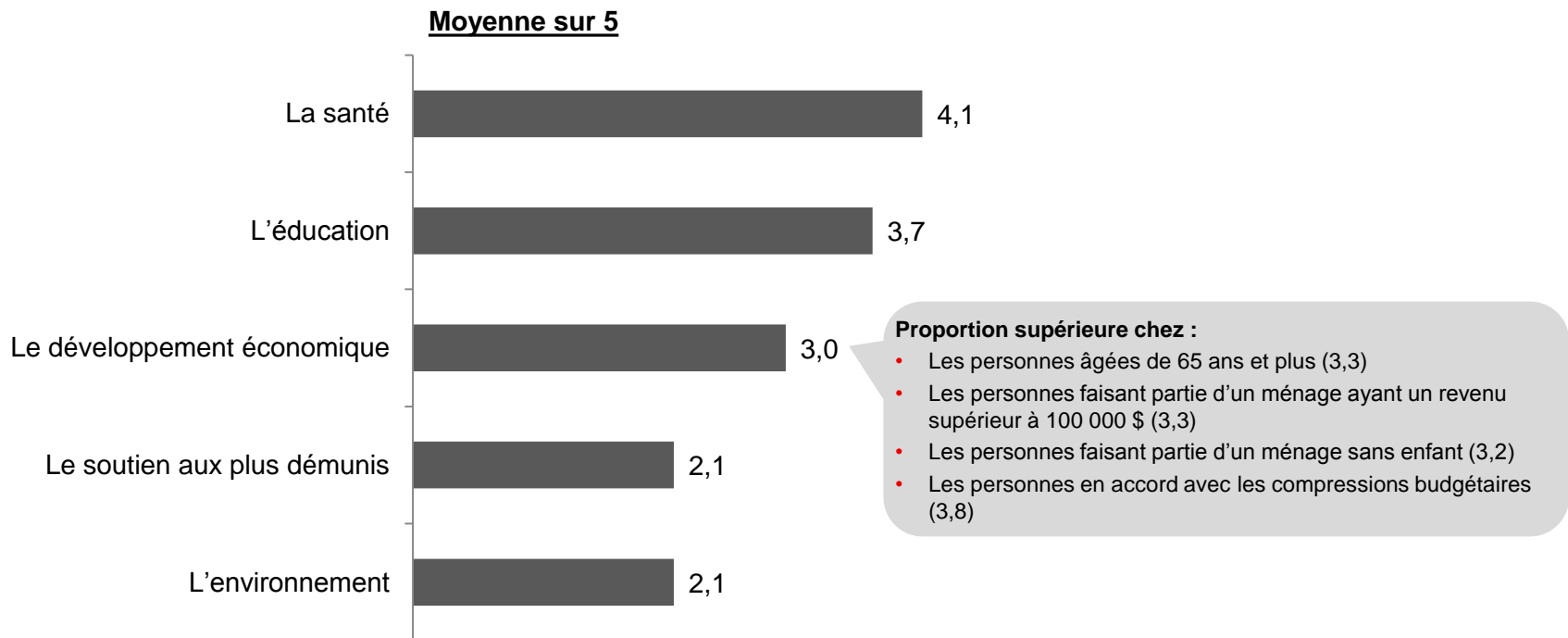
Importance perçue des différentes missions de l'État

Selon les Québécois, la santé représente la mission de l'État la plus importante (4,1 sur 5), suivie de l'éducation (3,7 sur 5) et du développement économique (3,0 sur 5). Le soutien aux plus démunis et l'environnement (2,1 sur 5) sont les missions étatiques qui récoltent les moyennes les plus faibles et qui, par le fait même, sont les moins importantes aux yeux des Québécois.

Q33. Voici cinq missions de l'État. Veuillez les classer selon votre ordre de priorité, en cliquant en premier sur la mission que vous considérez comme étant la plus importante et ainsi de suite jusqu'à celle que vous considérez la moins importante.

Pour analyser cette question, nous avons inversé les échelles de données. Ainsi, le facteur qui récolte la moyenne la plus élevée correspond au facteur le plus important.

Base : tous les répondants (n=2 006)



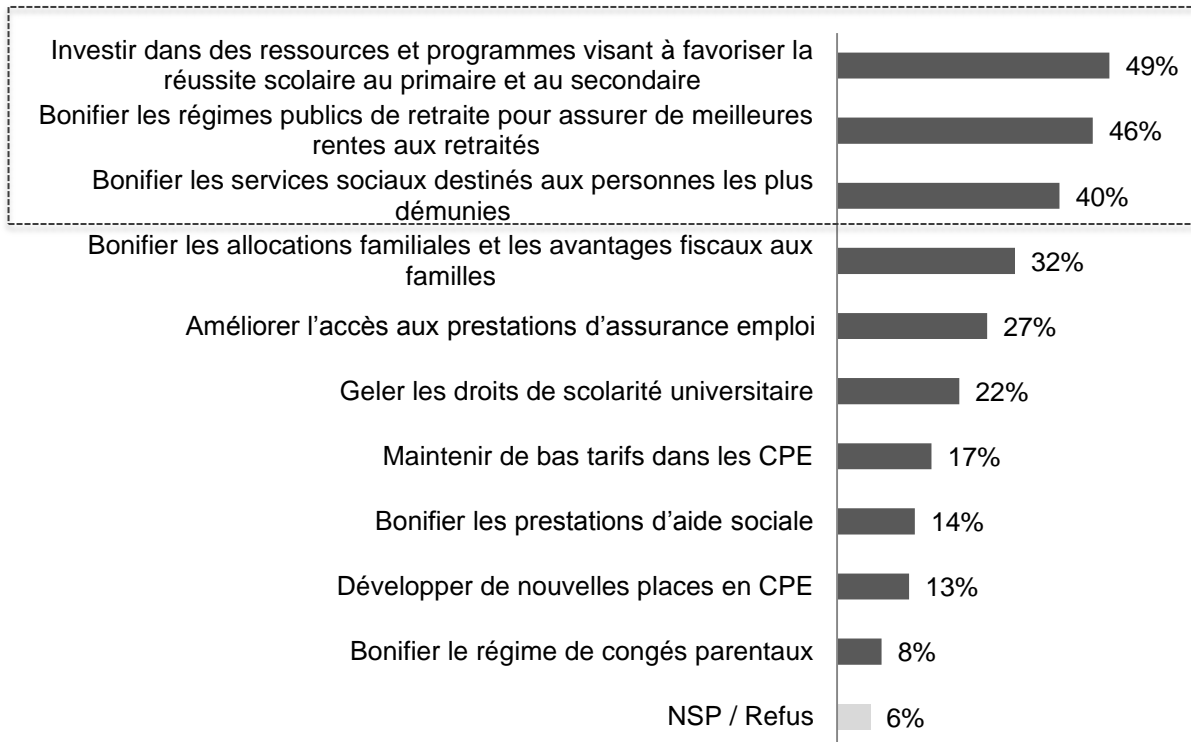
Mesures à privilégier au Québec

L'investissement dans des ressources et des programmes visant à favoriser la réussite scolaire au primaire et au secondaire (49%), la bonification des régimes publics de retraite pour assurer de meilleures rentes (46%) et la bonification des services sociaux destinés aux personnes les plus démunies (40%) représentent les trois mesures les plus prioritaires aux yeux des Québécois.

Q19. Et parmi l'ensemble de ces mesures, quelles sont les trois (3) qui sont les plus prioritaires pour vous?

PLUSIEURS MENTIONS POSSIBLES – JUSQU'À 3 MENTIONS*

Base : tous les répondants (n=2 006)



Proportion supérieure chez :

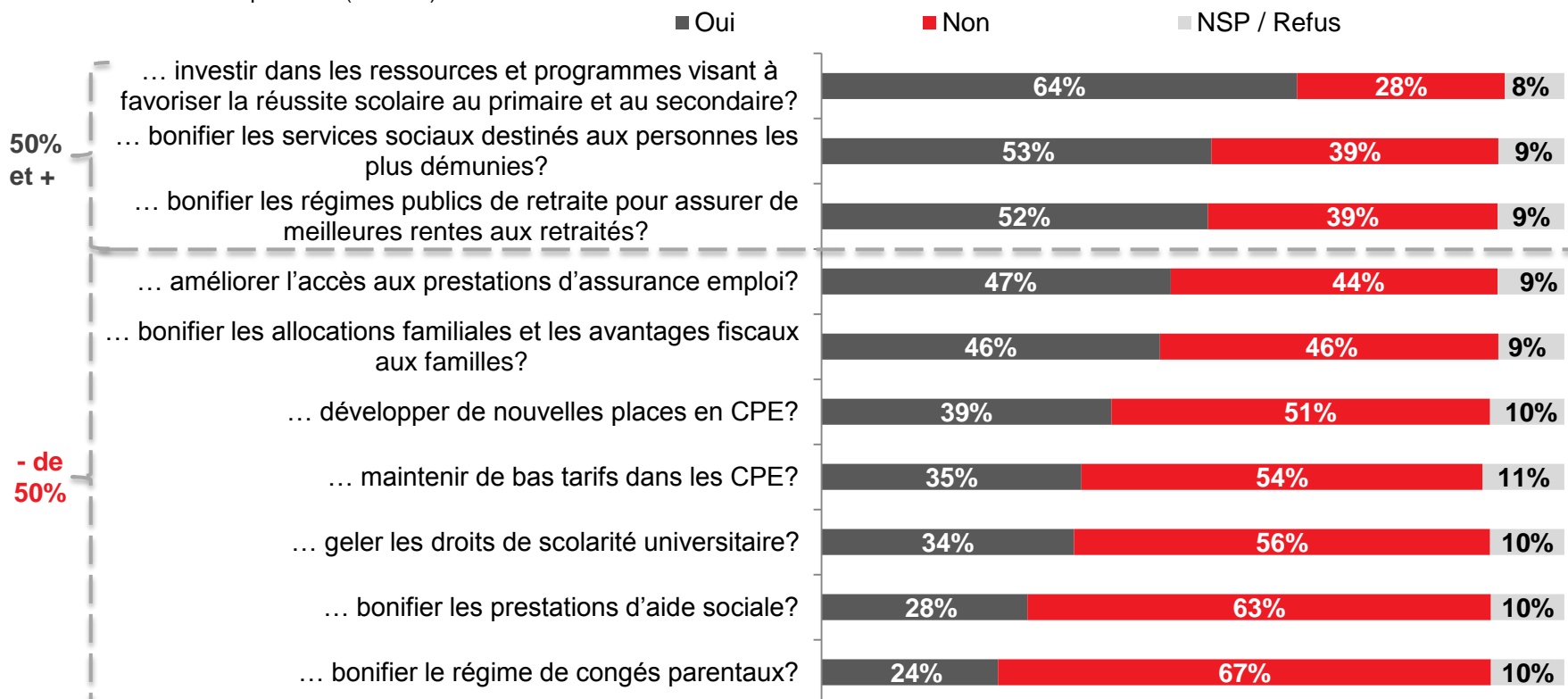
- Les personnes âgées de 65 ans et plus (55%)
- Les francophones (54%)
- Les personnes ayant un niveau de scolarité universitaire (57%)
- Les résidents de la région de Québec (57%)
- Les personnes faisant partie d'un ménage ayant un revenu annuel inclus entre 80 000 \$ et 99 999 \$ (60%) ou supérieur à 100 000 \$ (59%)

Intérêt à contribuer davantage à diverses politiques sociales

Environ les deux tiers des Québécois (64%) seraient prêts à contribuer davantage, soit par le biais d'une augmentation des taxes, impôts ou tarifs, afin que nous puissions investir dans les ressources et programmes visant à favoriser la réussite scolaire au primaire et au secondaire. À l'inverse, environ les deux tiers des Québécois ne seraient pas prêts à contribuer davantage à la bonification des prestations d'aide sociale (63%) et du régime de congés parentaux (67%).

Q18. Seriez-vous personnellement prêt(e) à contribuer davantage, soit par le biais d'une augmentation des taxes, impôts ou tarifs, afin que nous puissions...

Base : tous les répondants (n=2 006)



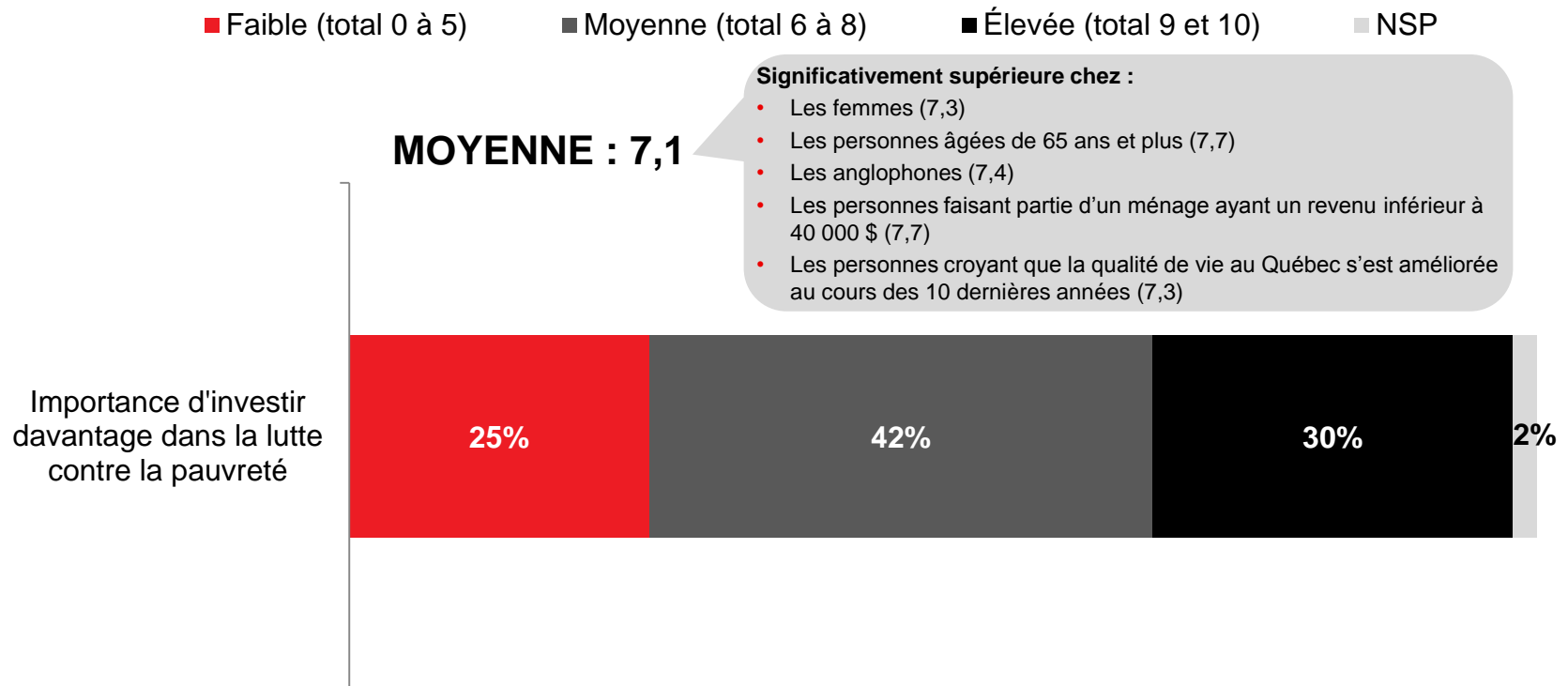
4. L'importance de la lutte contre la pauvreté et de la réussite scolaire

Importance perçue d'investir dans la lutte contre la pauvreté

Les Québécois estiment qu'il est moyennement important que la société investisse davantage dans la lutte contre la pauvreté (moyenne de 7,1 sur 10). Ce résultat est légèrement plus important que pour le soutien aux familles ayant de jeunes enfants (p.42). Notons d'ailleurs que 30% pensent que cet investissement est très important (résultats 9 et 10 sur 10).

Q22. Sur une échelle de 0 à 10 (0 signifiant pas du tout important et 10 très important), à quel point jugez-vous important que la société investisse davantage dans la lutte contre la pauvreté?

Base : tous les répondants (n=2 006)

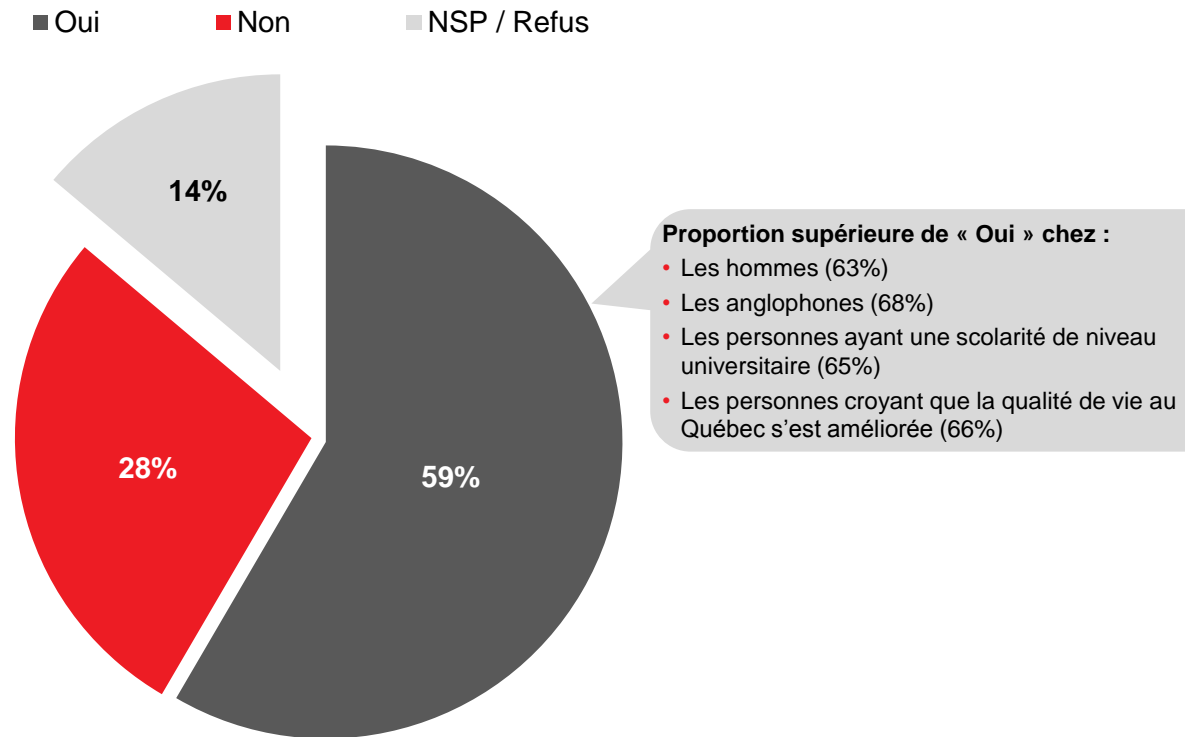


Opinion quant à la possibilité de réduire significativement la pauvreté au Québec

Au total, près de six Québécois sur dix (59%) estiment qu'il est possible de réduire significativement la pauvreté au Québec, tandis que 28% pensent l'inverse et 14% ne le savent pas.

Q27. Croyez-vous possible de réduire significativement la pauvreté au Québec?

Base : tous les répondants (n=2 006)

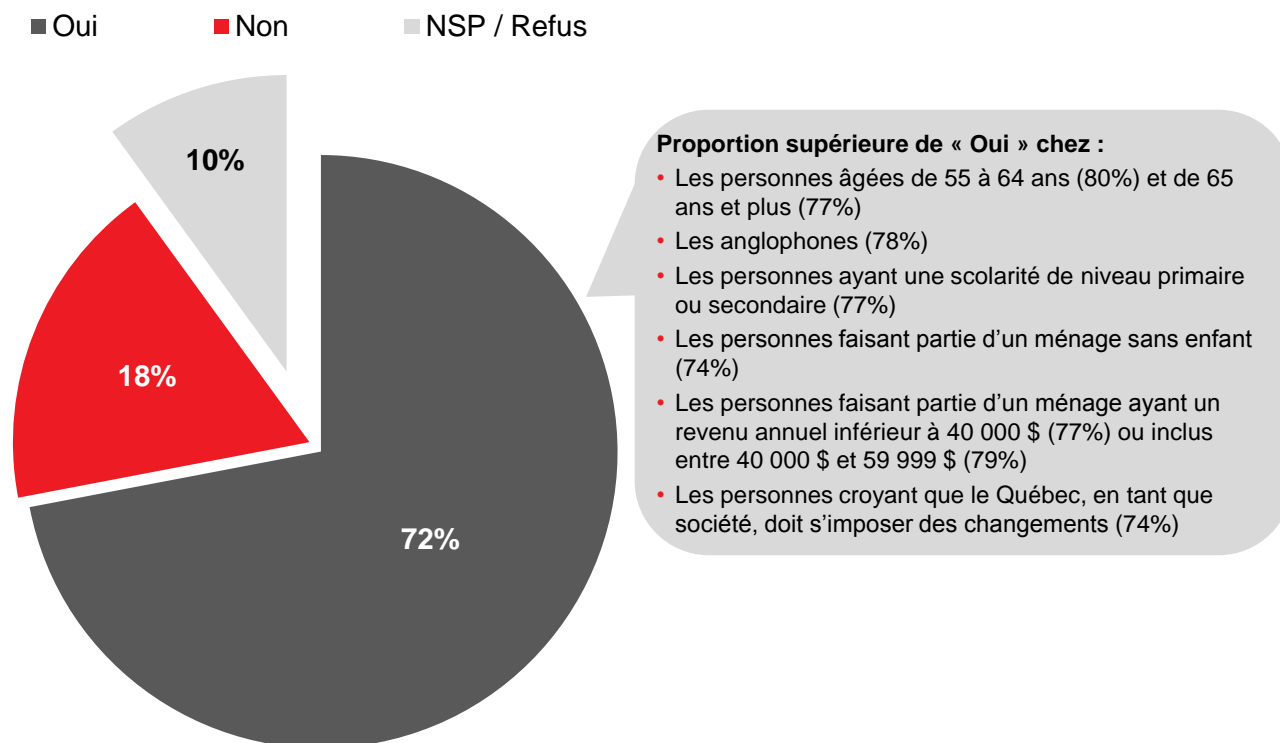


Opinion quant à l'importance de la lutte contre la pauvreté pour les décideurs publics

Près des trois quarts des répondants (72%) croient que l'élimination de la pauvreté devrait être considérée comme une priorité par les décideurs publics, tandis que 18% pensent que non et 10% ne se sont pas prononcés.

Q26. L'élimination de la pauvreté devrait-elle être considérée comme une priorité par les décideurs publics?

Base : tous les répondants (n=2 006)

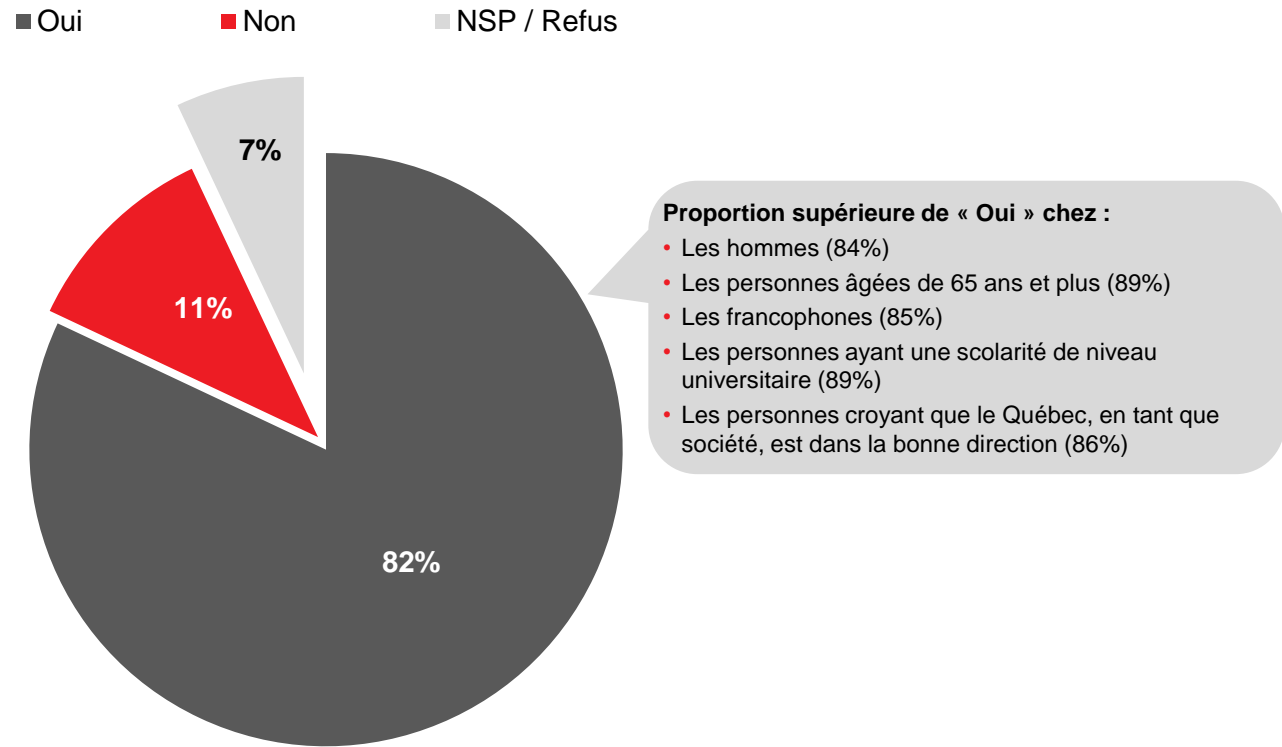


Opinion quant à l'impact de la réussite scolaire dans le cycle de la pauvreté

La majorité des répondants (82%) sont d'avis qu'une des meilleures façons de lutter contre la pauvreté est de favoriser la réussite scolaire des enfants.

Q23. Certains croient qu'une des meilleures manières de lutter contre la pauvreté est de favoriser la réussite scolaire des enfants afin que ceux-ci puissent sortir du cycle de la pauvreté. Êtes-vous de cet avis?

Base : tous les répondants (n=2 006)

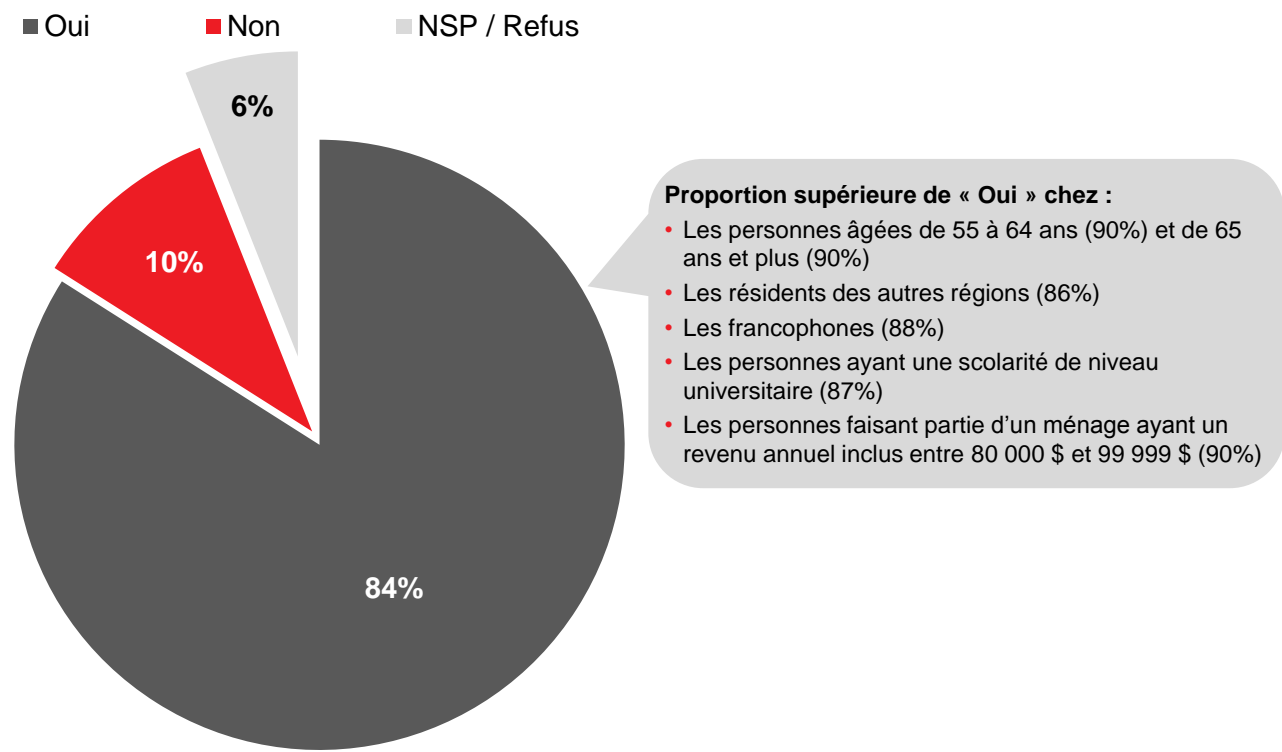


Opinion quant à l'importance de la réussite scolaire pour les décideurs publics

Selon la grande majorité des Québécois (84%), la réussite scolaire des enfants devrait être considérée comme une priorité par les décideurs publics.

Q25. La réussite scolaire des enfants devrait-elle être considérée comme une priorité par les décideurs publics?

Base : tous les répondants (n=2 006)

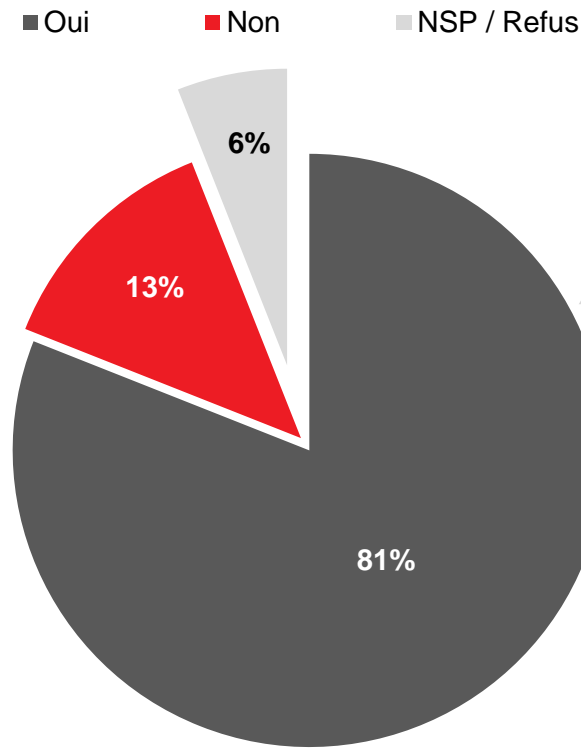


Opinion quant à l'impact de la communauté sur la réussite scolaire

Dans l'ensemble, huit Québécois sur dix (81%) estiment que la communauté peut avoir une influence sur la réussite scolaire d'un enfant, alors que 13% pensent l'inverse et 6% ne le savent pas.

Q24. Mis à part l'école et les parents, croyez-vous que la communauté (quartier, voisinage) peut avoir une influence sur la réussite scolaire d'un enfant?

Base : tous les répondants (n=2 006)



Proportion supérieure de « Oui » chez :

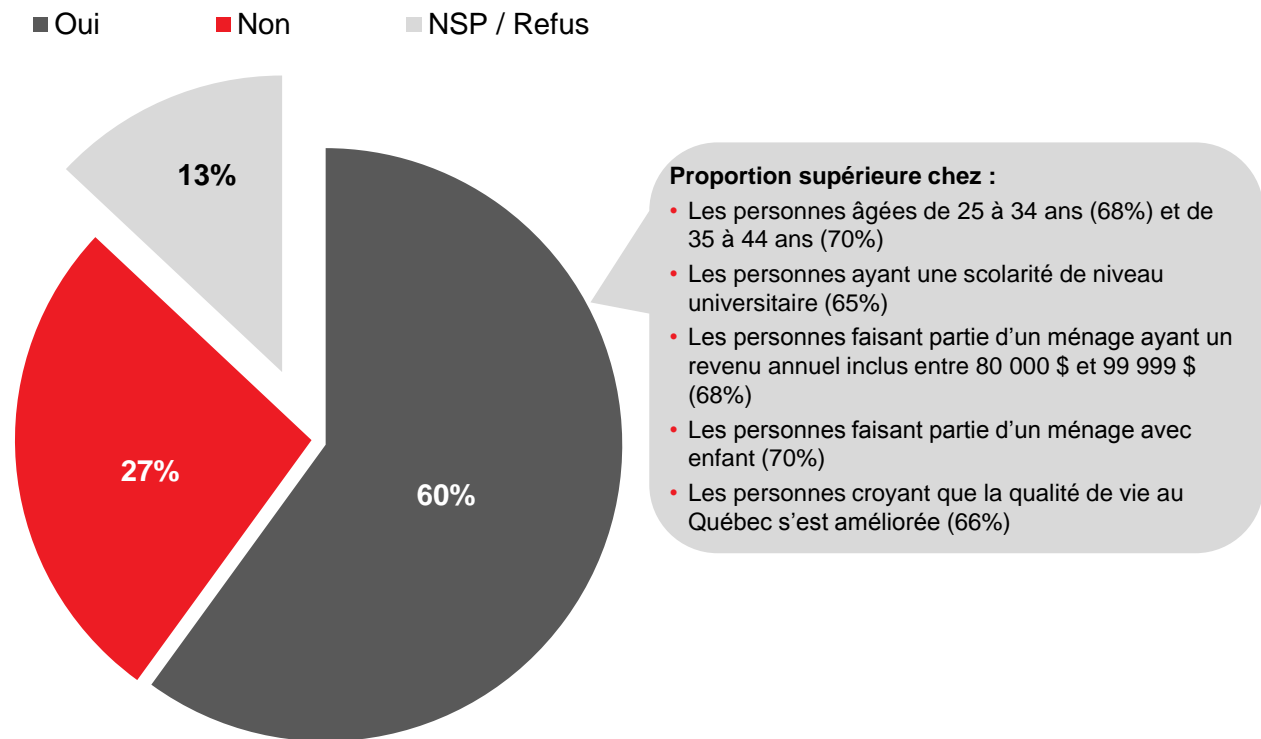
- Les hommes (83%)
- Les personnes âgées de 25 à 34 ans (88%) et de 35 à 44 ans (85%)
- Les résidents de la région de Québec (86%)
- Les anglophones (87%)
- Les personnes ayant une scolarité de niveau universitaire (88%)
- Les personnes faisant partie d'un ménage ayant un revenu annuel inclus entre 80 000 \$ et 99 999 \$ (88%)
- Les personnes faisant partie d'un ménage avec enfant (86%)
- Les personnes croyant que le Québec, en tant que société, doit s'imposer d'importants changements (83%)

Opinion quant à l'importance du développement des enfants de 0 à 5 ans pour les décideurs publics

Six Québécois sur dix (60%) croient que le développement des enfants de 0 à 5 ans devrait être considéré comme une priorité par les décideurs publics, tandis que 27% pensent que non et 13% ne se sont pas prononcés.

Q28. Croyez-vous que le développement des enfants de 0 à 5 ans devrait être considéré comme une priorité des décideurs publics?

Base : tous les répondants (n=2 006)



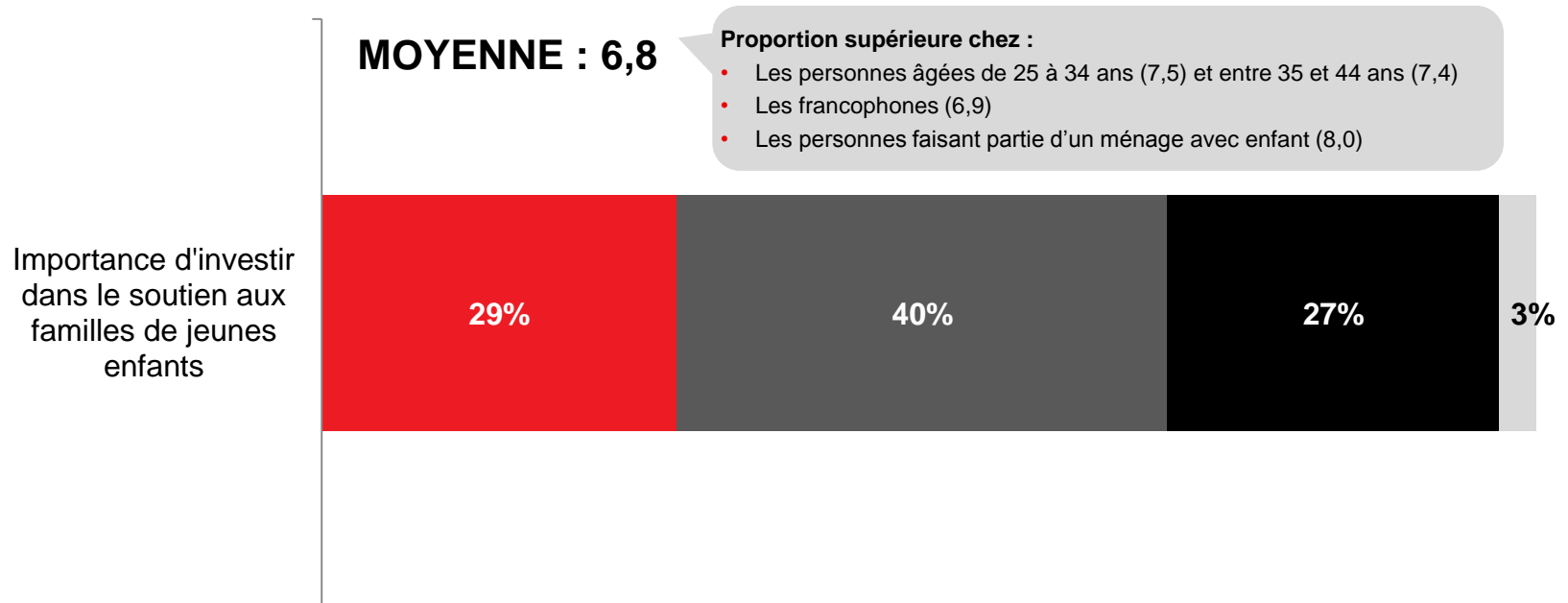
Importance perçue d'investir dans le soutien aux familles ayant de jeunes enfants

Avec une moyenne de 6,8 sur 10, l'importance d'investir davantage dans le soutien aux familles ayant de jeunes enfants semble mitigée. En d'autres termes, 27% des Québécois croient que cet investissement est très important, tandis que 40% pensent qu'il l'est moyennement (résultats 6 à 8) et 29% pas important (résultats 0 à 5).

Q21. Sur une échelle de 0 à 10 (0 signifiant pas du tout important et 10 très important), à quel point jugez-vous important que la société investisse davantage dans le soutien aux familles ayant de jeunes enfants?

Base : tous les répondants (n=2 006)

■ Faible (total 0 à 5) ■ Moyenne (total 6 à 8) ■ Élevée (total 9 et 10) ■ NSP



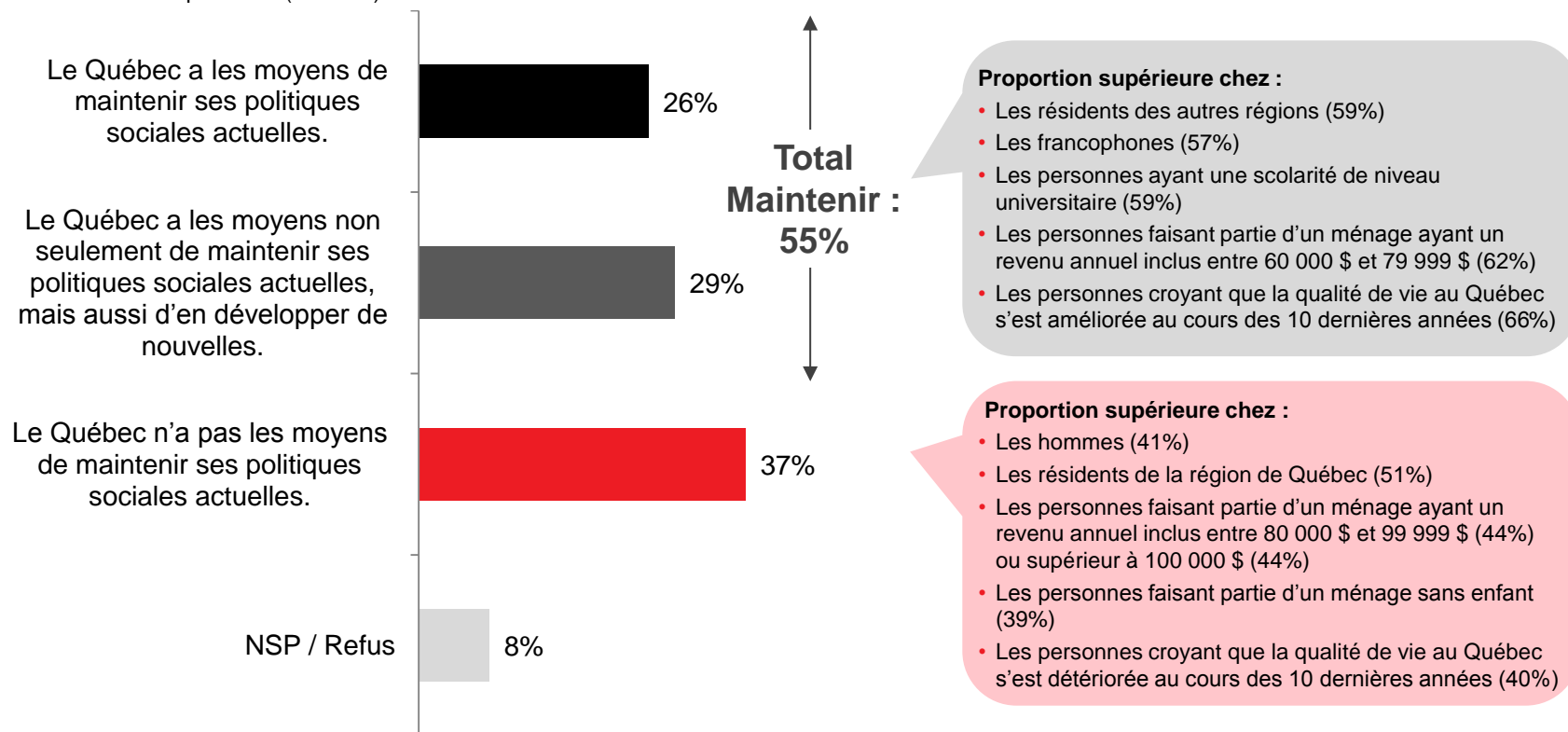
5. L'avenir de l'ensemble des politiques sociales québécoises

Capacité financière perçue du Québec à maintenir ou développer ses politiques sociales

Plus du tiers des Québécois (37%) pensent que le Québec n'a pas les moyens de maintenir ses politiques sociales actuelles. Cette idée est partagée par une proportion supérieure d'hommes (41%), de résidents de la région de Québec (51%) et des personnes faisant partie d'un ménage ayant un revenu supérieur à 80 000 \$. D'un autre côté, trois résidents de la province sur dix (29%) pensent que non seulement le Québec a les moyens de maintenir ses politiques, mais aussi d'en développer de nouvelles, alors que le quart (26%) estime qu'elle a les moyens de maintenir les politiques actuellement en place.

Q12. Concernant la capacité financière du Québec à maintenir ou à développer ses politiques sociales, quel énoncé correspond le mieux à votre opinion?

Base : tous les répondants (n=2 006)

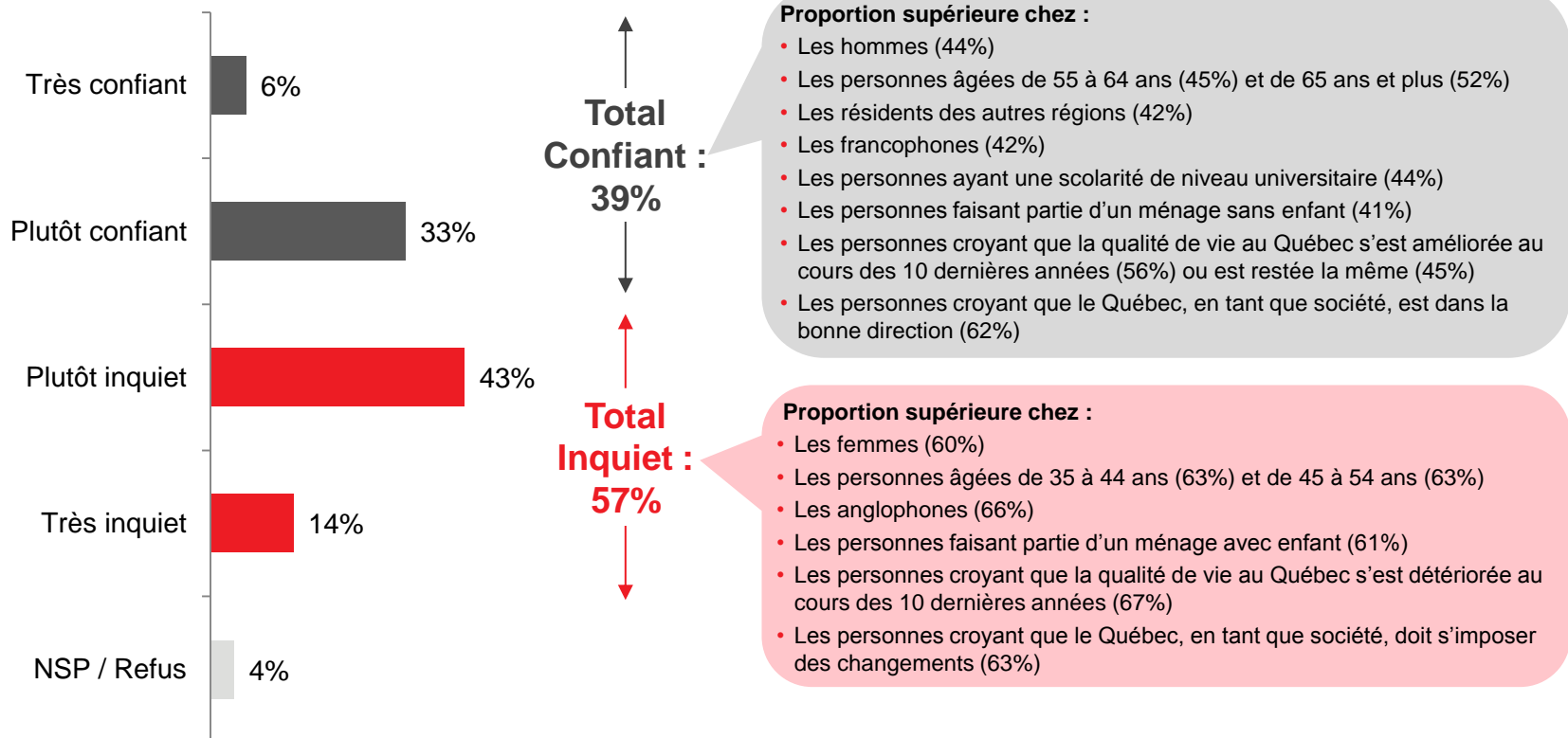


Niveau de confiance quant à la capacité financière du Québec à maintenir ses politiques sociales

Plus de la moitié des Québécois (57%) sont inquiets quant à la capacité financière du Québec à maintenir des politiques sociales qui assurent la qualité de vie des Québécois, tandis que 39% sont confiants.

Q17. Êtes-vous plutôt confiant ou plutôt inquiet quant à la capacité financière du Québec à maintenir des politiques sociales qui assurent la qualité de vie des Québécois?

Base : tous les répondants (n=2 006)

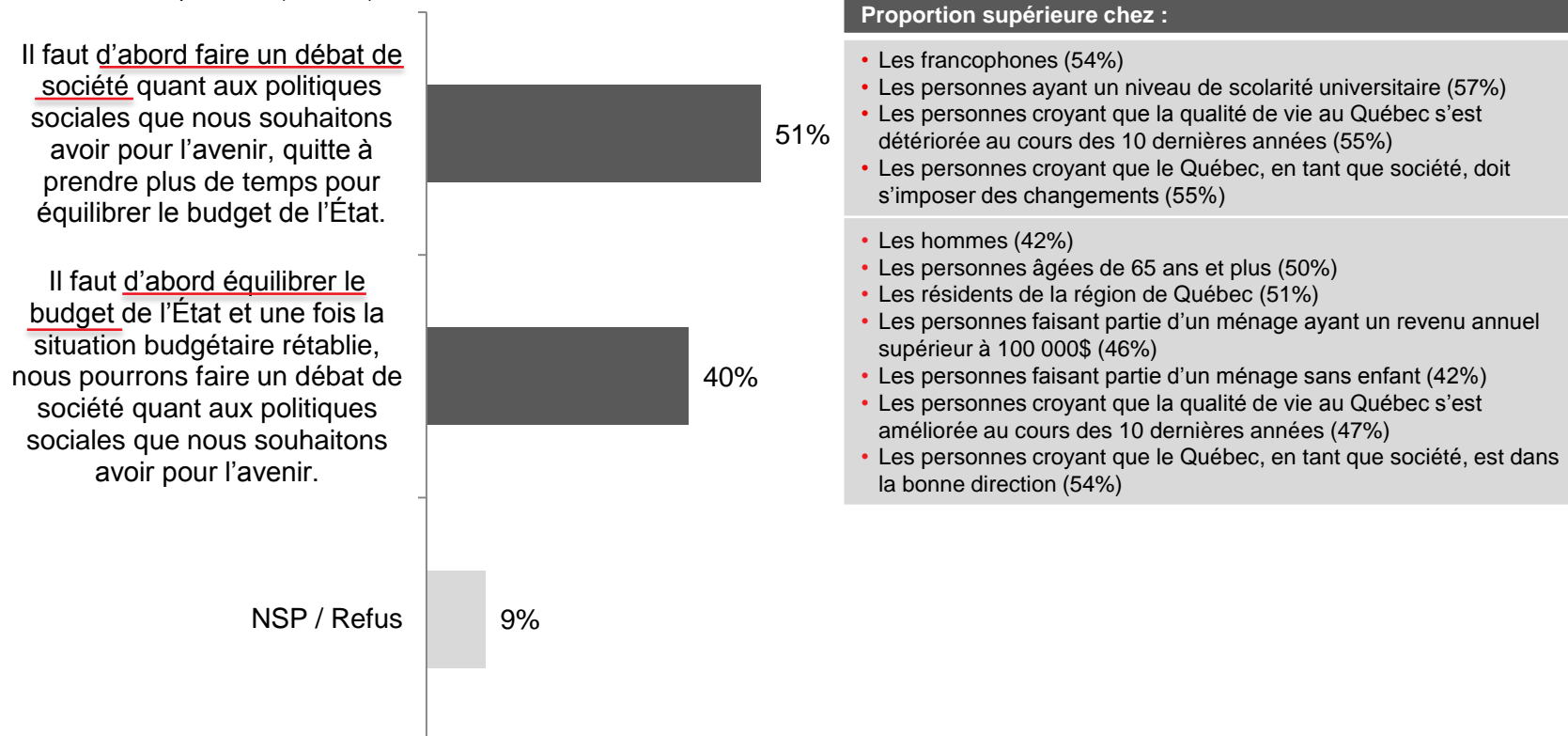


Opinion à l'égard de la priorité de l'équilibre budgétaire ou d'un débat de société

La moitié des Québécois (51%) jugent qu'il faut d'abord faire un débat de société, alors que deux sur cinq (40%) estiment que la priorité est l'atteinte de l'équilibre budgétaire. Parmi ceux priorisant un débat de société, les francophones (54%), les personnes ayant un niveau de scolarité universitaire, et ceux croyant que la qualité de vie au Québec s'est détériorée au cours des 10 dernières années (55%) sont plus nombreux.

Q15. Quel énoncé correspond le mieux à votre opinion en ce qui concerne la nécessité de faire un débat de société sur l'avenir de nos politiques sociales et la nécessité d'équilibrer le budget de l'État?

Base : tous les répondants (n=2 006)

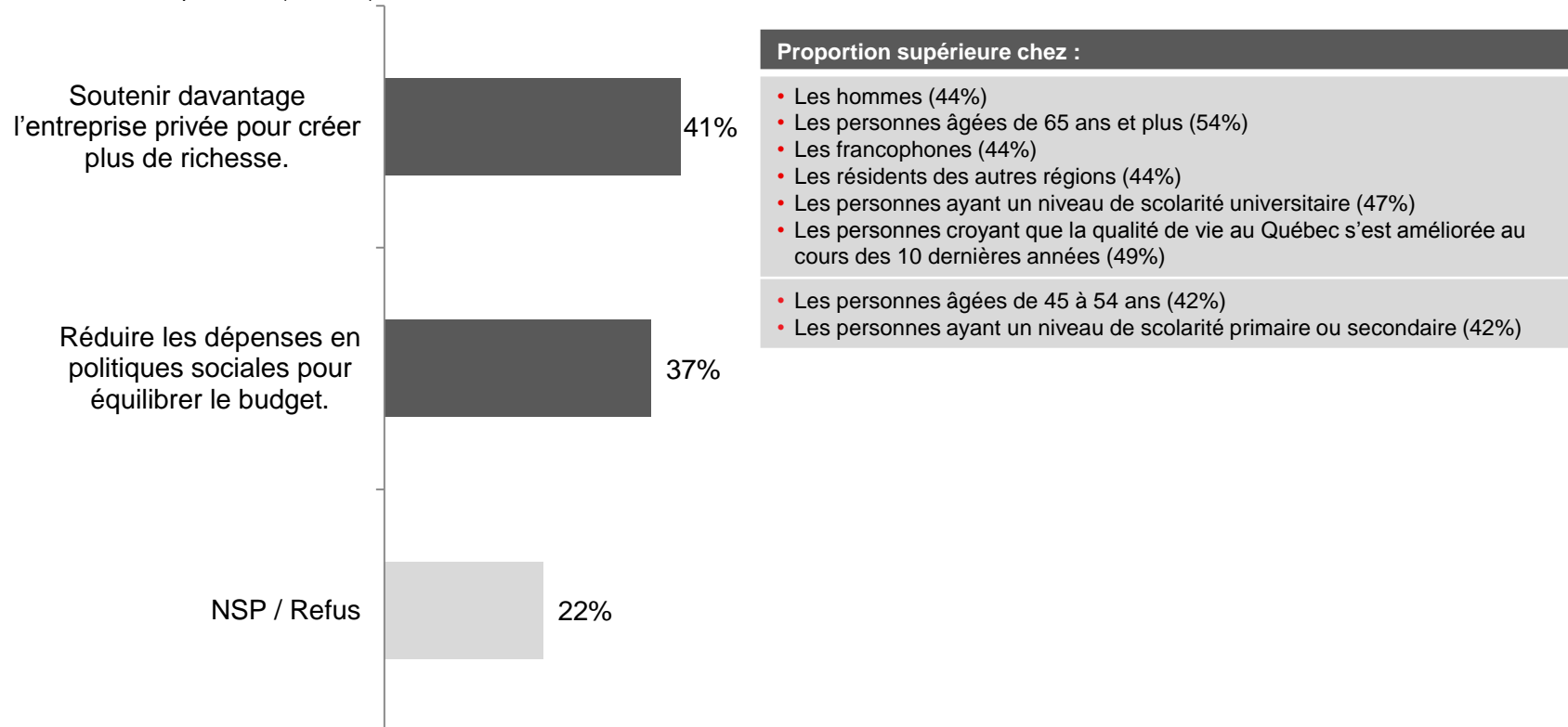


Priorité entre l'équilibre budgétaire et la création de richesse

Les Québécois sont divisés entre les deux choix financiers proposés. Alors qu'environ deux sur cinq (41%) pensent que l'État devrait soutenir davantage l'entreprise privée pour créer plus de richesse, plus du tiers (37%) croient que celui-ci devrait plutôt réduire les dépenses en politiques sociales pour équilibrer le budget de la province.

Q14_1. Dans la mesure où le Québec pourrait être confronté à des choix financiers, selon vous, quelle direction doit-il prioriser entre ... ? Réduire les dépenses en politiques sociales pour équilibrer le budget. / Soutenir davantage l'entreprise privée pour créer plus de richesse.

Base : tous les répondants (n=2 006)

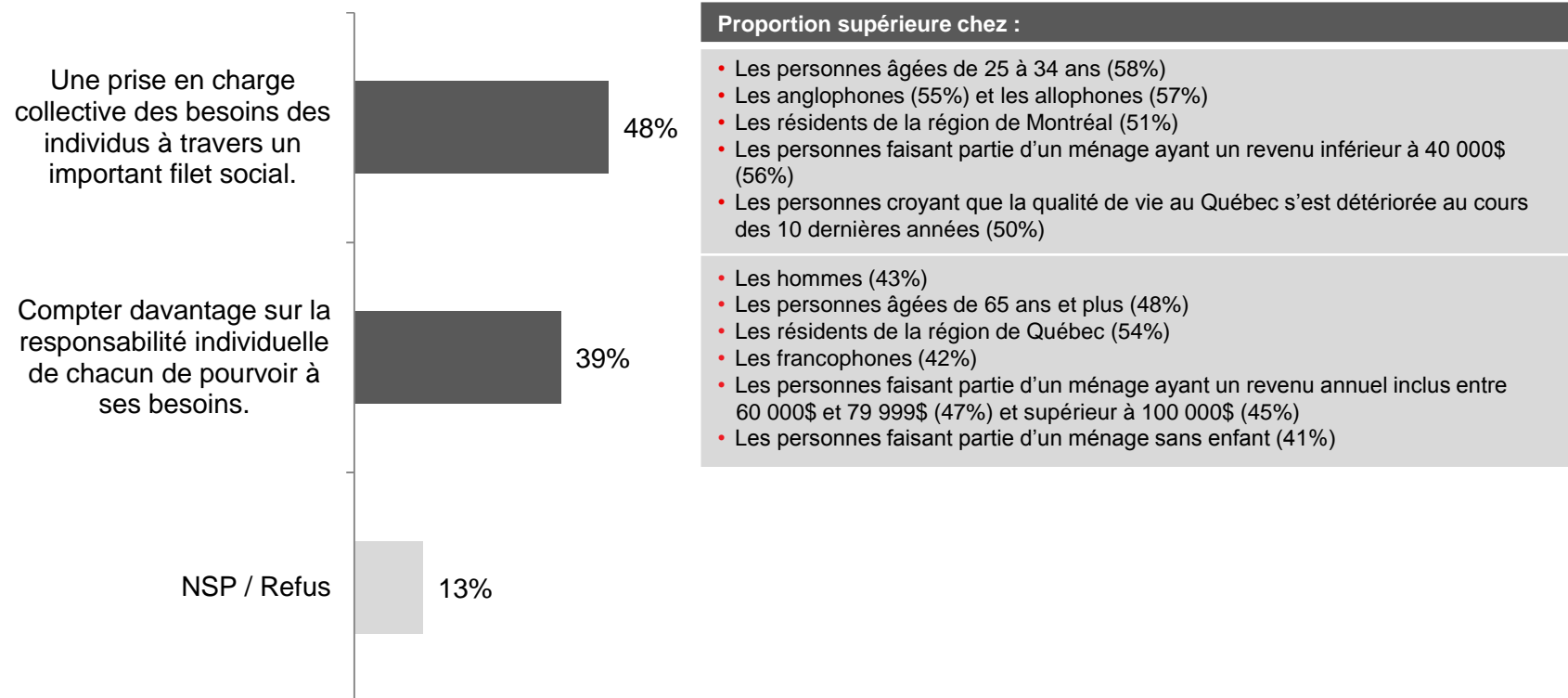


Prise en charge collective ou responsabilité individuelle des besoins des citoyens

Les Québécois ne s'entendent pas sur la mesure à adopter. Si près de la moitié des Québécois (48%) pensent que la prise en charge collective des besoins des individus à travers un important filet social doit être priorisée, environ deux sur cinq (39%) estiment qu'il faut compter davantage sur la responsabilité individuelle de chacun de pourvoir à ses besoins.

Q14_2. Dans la mesure où le Québec pourrait être confronté à des choix financiers, selon vous, quelle direction doit-il prioriser entre ... ? Une prise en charge collective des besoins des individus à travers un important filet social. / Compter davantage sur la responsabilité individuelle de chacun de pourvoir à ses besoins.

Base : tous les répondants (n=2 006)

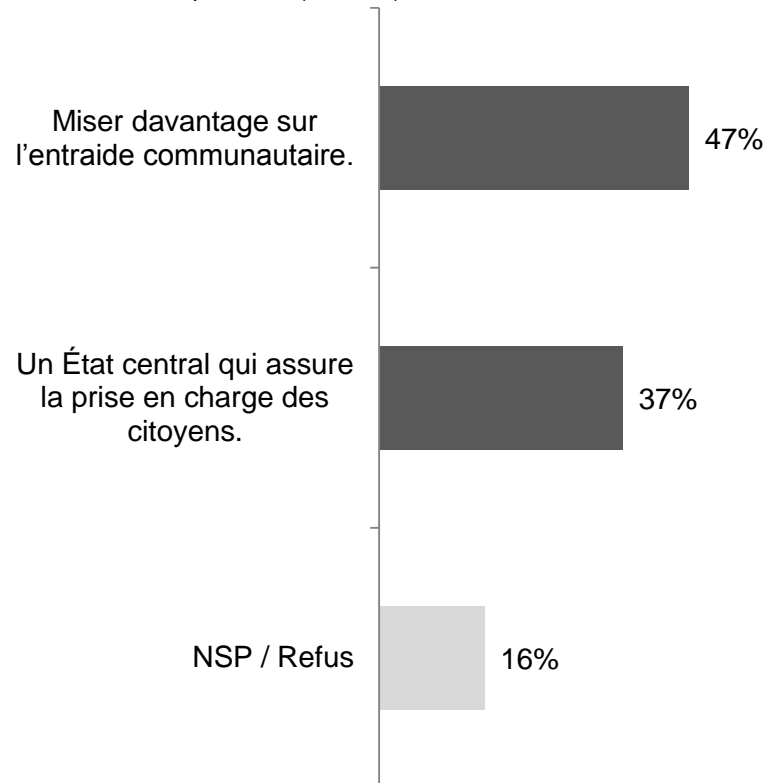


Miser sur l'État ou sur l'entraide communautaire pour la prise en charge des citoyens

Alors que près de la moitié des Québécois (47%) pensent que le Québec doit miser davantage sur l'entraide communautaire, près de deux sur cinq (37%) croient qu'on devrait prioriser un État central qui assure la prise en charge des citoyens.

Q14_3. Dans la mesure où le Québec pourrait être confronté à des choix financiers, selon vous, quelle direction doit-il prioriser entre ... ? Un État central qui assure la prise en charge des citoyens. / Miser davantage sur l'entraide communautaire.

Base : tous les répondants (n=2 006)



Proportion supérieure chez :

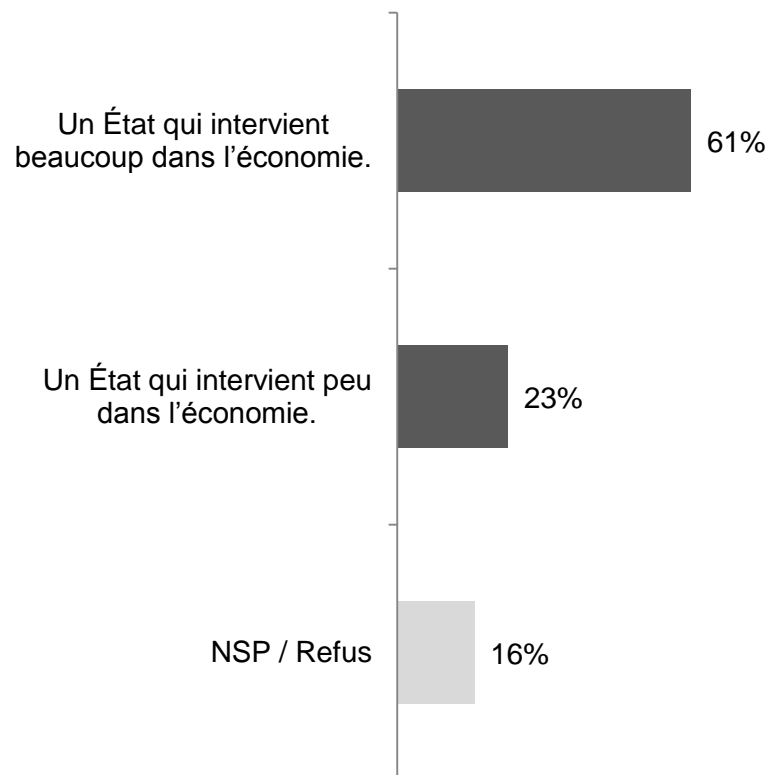
- Les francophones (52%)
 - Les résidents de la région de Québec (57%) et des autres régions (50%)
 - Les personnes faisant partie d'un ménage sans enfant (49%)
 - Les personnes croyant que la qualité de vie au Québec s'est améliorée au cours des 10 dernières années (54%)
 - Les personnes croyant que le Québec, en tant que société, s'en va dans la bonne direction (57%)
-
- Les résidents de la région de Montréal (44%)
 - Les anglophones (54%) et allophones (54%)
 - Les personnes croyant que la qualité de vie au Québec s'est détériorée au cours des 10 dernières années (40%)
 - Les personnes croyant que le Québec, en tant que société, doit s'imposer des changements (39%)

Un État interventionniste ou non

Trois Québécois sur cinq (61%) croient que le Québec doit prioriser un État qui intervient beaucoup dans l'économie, alors qu'au contraire moins du quart d'entre eux (23%) pensent qu'il est plus souhaitable de prioriser un État qui intervient peu dans l'économie.

Q14_5. Dans la mesure où le Québec pourrait être confronté à des choix financiers, selon vous, quelle direction doit-il prioriser entre ... ? Un État qui intervient beaucoup dans l'économie. / Un État qui intervient peu dans l'économie.

Base : tous les répondants (n=2 006)



Proportion supérieure chez :

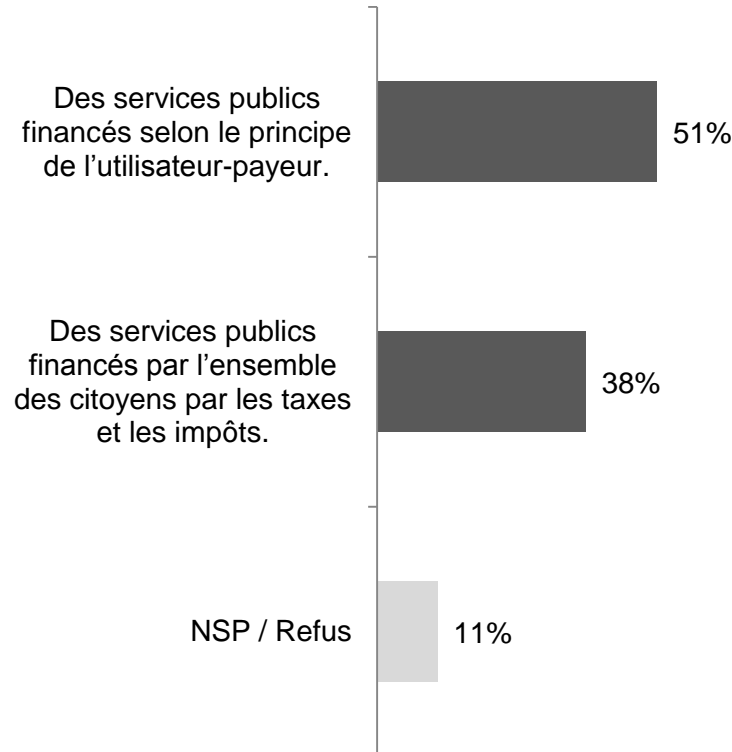
- Les hommes (63%)
 - Les personnes âgées de 65 ans et plus (66%)
 - Les personnes ayant un niveau de scolarité primaire ou secondaire (64%)
 - Les personnes croyant que la qualité de vie au Québec s'est améliorée au cours des 10 dernières années (67%)
-
- Les hommes (30%)
 - Les résidents de la région de Québec (30%)
 - Les francophones (25%)
 - Les personnes ayant un niveau de scolarité universitaire (29%)
 - Les personnes faisant partie d'un ménage ayant un revenu annuel supérieur à 100 000\$ (31%)

Des services publics financés par l'ensemble des citoyens ou par l'utilisateur-payeur

Sans avoir de consensus, la moitié des Québécois (51%) suggèrent que le Québec devrait prioriser des services publics financés selon le principe de l'utilisateur-payeur alors que deux sur cinq (38%) soutiennent qu'on doit prioriser des services publics financés par l'ensemble des citoyens par les taxes et les impôts.

Q14_4. Dans la mesure où le Québec pourrait être confronté à des choix financiers, selon vous, quelle direction doit-il prioriser entre ... ? Des services publics financés par l'ensemble des citoyens par les taxes et les impôts. / Des services publics financés selon le principe de l'utilisateur-payeur.

Base : tous les répondants (n=2 006)



Proportion supérieure chez :

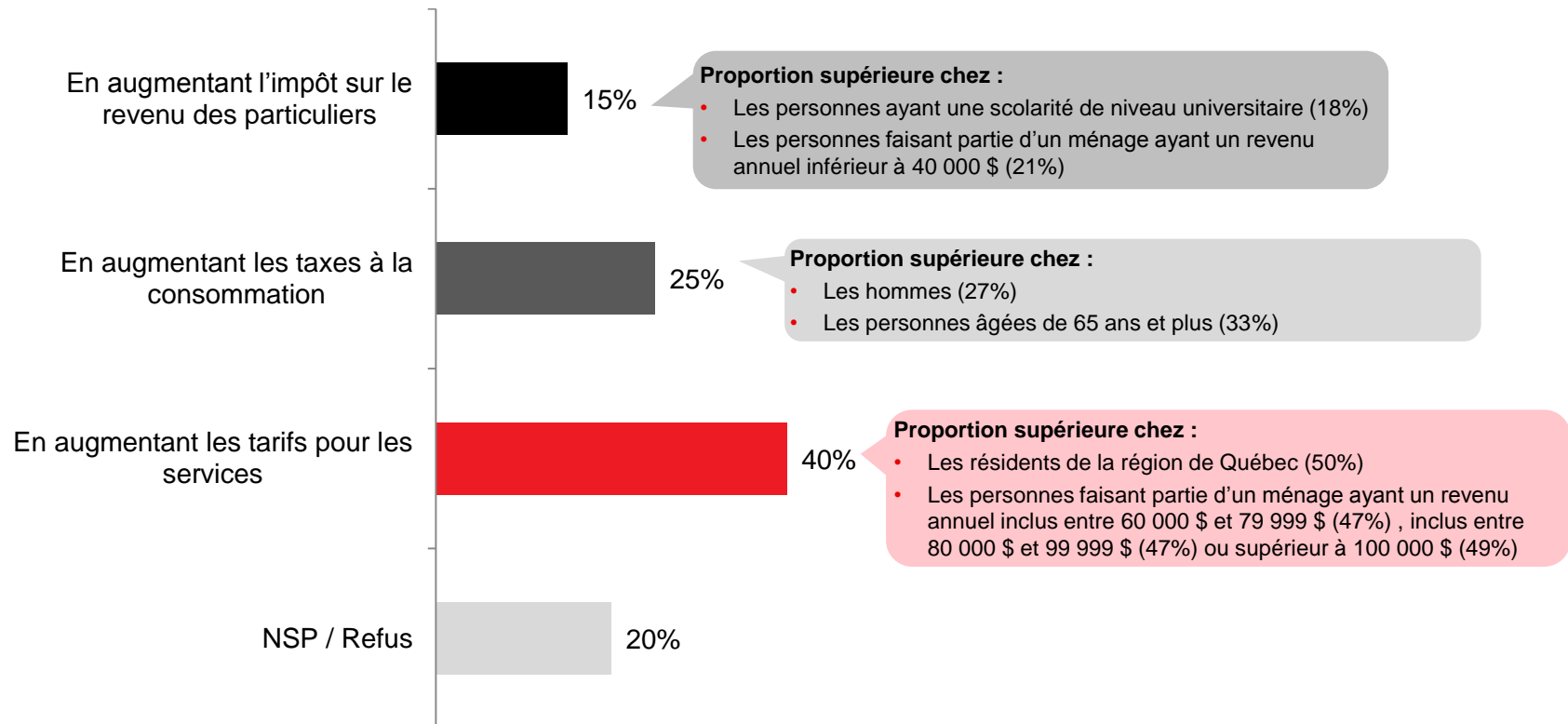
- Les hommes (54%)
 - Les francophones (54%)
 - Les résidents de la région de Québec (60%)
 - Les personnes ayant un niveau de scolarité primaire ou secondaire (57%)
 - Les personnes faisant partie d'un ménage ayant un revenu supérieur à 100 000\$ (61%)
 - Les personnes ne se considérant pas comme pauvres (55%)
-
- Les personnes ayant un niveau de scolarité universitaire (45%)
 - Les personnes croyant que la qualité de vie au Québec s'est améliorée au cours des 10 dernières années (43%)

Option à privilégier pour couvrir la croissance des dépenses de l'État

Sans avoir de consensus au sein de la population québécoise, il y a clairement une option favorite. Plus précisément, deux Québécois sur cinq privilégieraient une augmentation des tarifs pour les services (40%), environ le quart (25%) opteraient pour une augmentation des taxes à la consommation, tandis que 15% seraient plus favorables à une augmentation de l'impôt sur le revenu des particuliers.

Q20. De façon générale, si le gouvernement devait vous demander de payer davantage pour couvrir la croissance des dépenses de l'État, par quel moyen préféreriez-vous qu'il procède?

Base : tous les répondants (n=2 006)



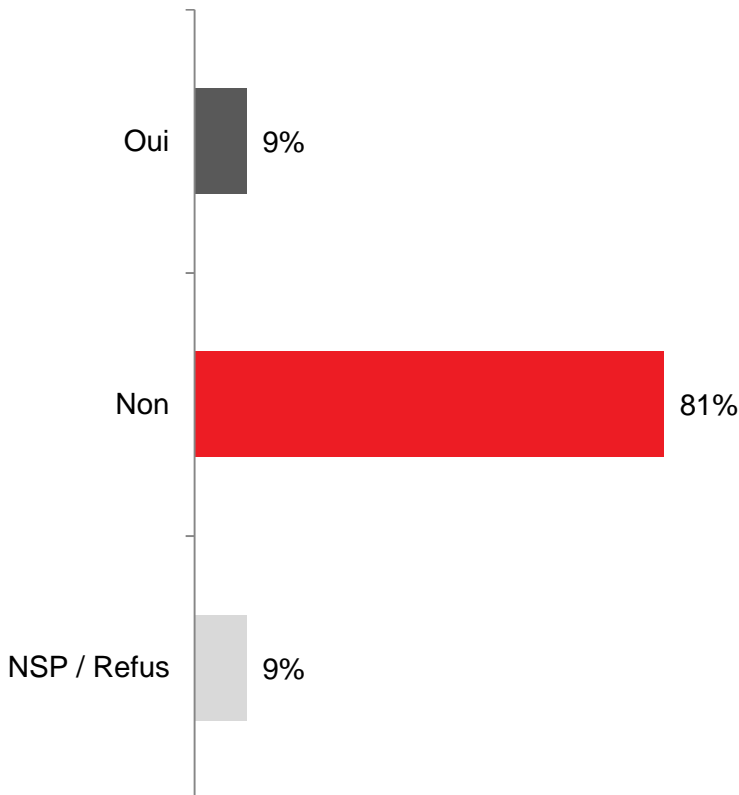
6. Les intervenants à impliquer

Perception quant à la prise en compte du point de vue des Québécois dans les décisions prises par les différents paliers de gouvernement

La grande majorité des Québécois (81%) n'ont pas l'impression que leur point de vue est suffisamment pris en compte dans les décisions qui sont prises par les différents paliers gouvernementaux, alors que seuls 9% pensent que oui.

Q32. En tant que citoyen, avez-vous l'impression que votre point de vue est suffisamment pris en compte dans les décisions qui sont prises par les différents paliers de gouvernement et qui vous concernent?

Base : tous les répondants (n=2 006)



Proportion supérieure chez :

- Les personnes âgées de 18 à 24 ans (17%) et de 25 à 34 ans (13%)
 - Les anglophones (16%)
 - Les personnes croyant que la qualité de vie au Québec s'est améliorée au cours des 10 dernières années (18%)
 - Les personnes qui estiment que le Québec, en tant que société, va dans la bonne direction (17%)
 - Les personnes qui sont en accord avec les compressions budgétaires (14%)
- Les hommes
 - Les personnes âgées de 55 à 64 ans (89%)
 - Les francophones (85%)
 - Les personnes faisant partie d'un ménage ayant un revenu supérieur à 80 000\$ (90%)
 - Les personnes croyant que la qualité de vie au Québec s'est détériorée au cours des 10 dernières années (89%)
 - Les personnes qui estiment que le Québec, en tant que société, nécessite des changements (86%)
 - Les personnes qui sont en désaccord avec les compressions budgétaires (88%)

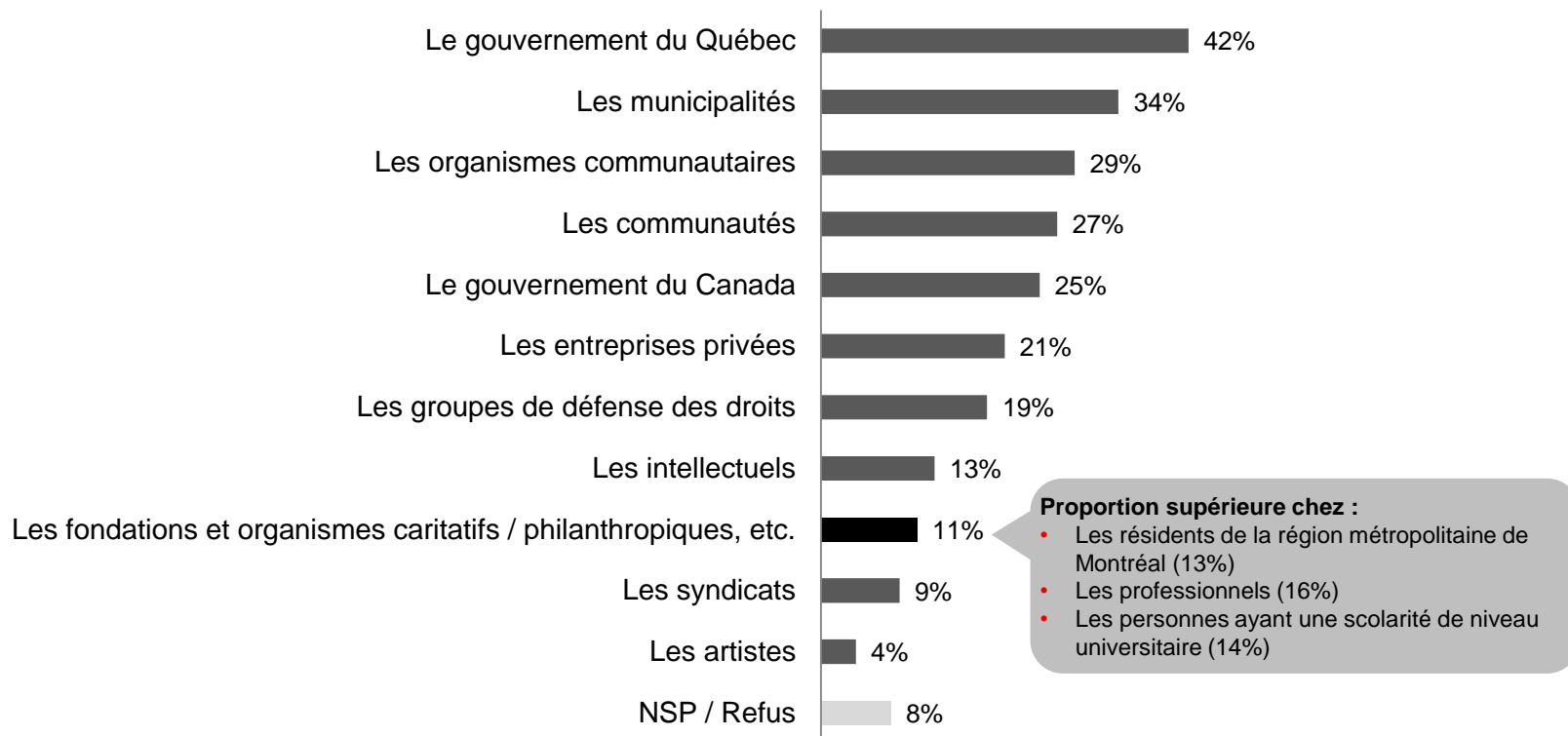
Contribution souhaitée de divers acteurs sur la qualité de vie au Québec

Le gouvernement du Québec (42%) est l'acteur qui, selon les Québécois, devrait avoir davantage de pouvoir au Québec, suivi des municipalités (34%) et des organismes communautaires (29%).

Q30. Parmi les acteurs suivants, lesquels devraient avoir davantage de pouvoir ou d'influence au Québec?

PLUSIEURS MENTIONS POSSIBLES – JUSQU'À 3 MENTIONS*

Base : tous les répondants (n=2 006)

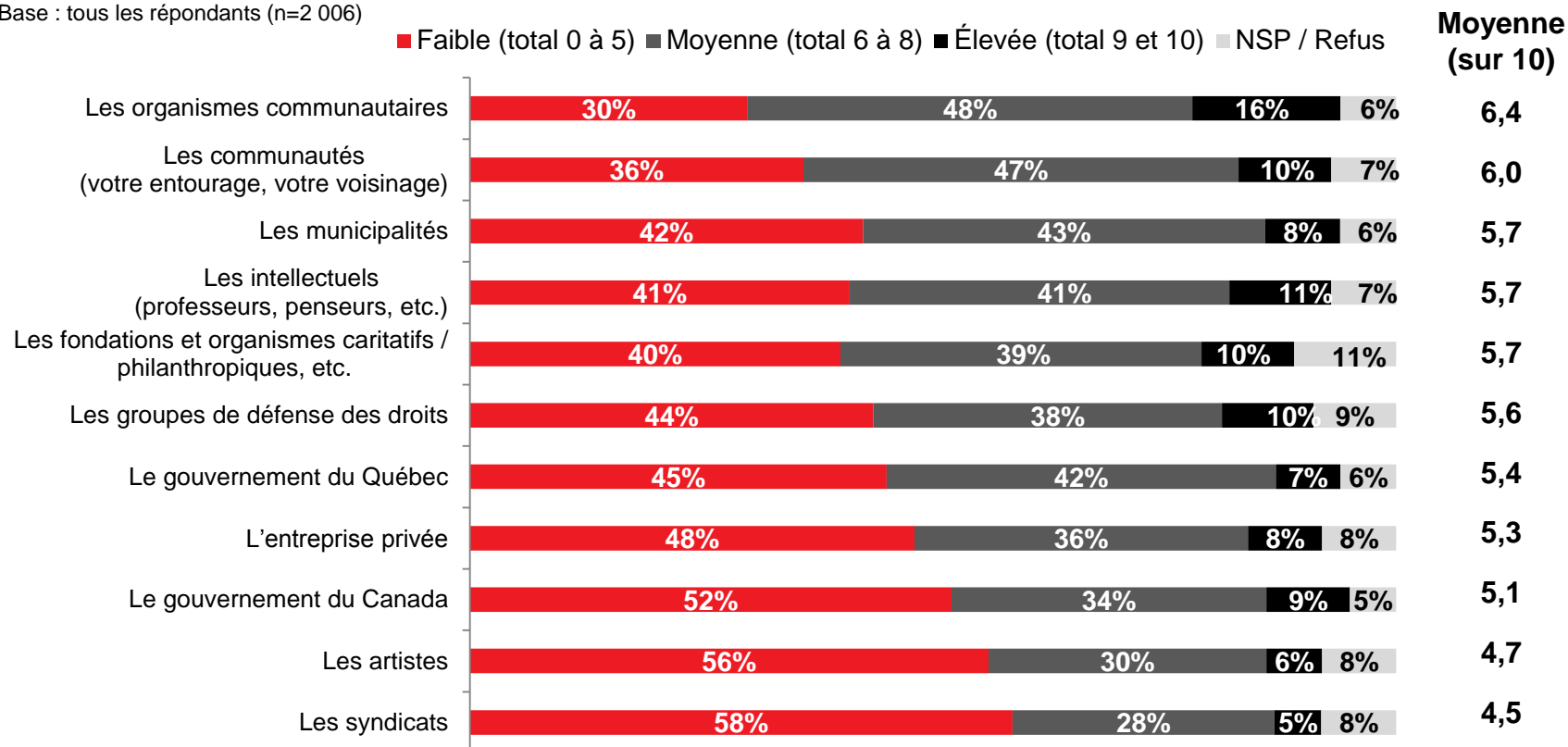


Contribution perçue de divers acteurs sur la qualité de vie au Québec

La plupart des acteurs évalués enregistrent des résultats relativement faibles quant à leur contribution à la qualité de vie des Québécois (résultats variant entre 4,5 et 6,4 sur 10). Néanmoins, selon les Québécois, les organismes communautaires (6,4 sur 10) et les communautés (6,0 sur 10) représentent les acteurs qui contribuent le mieux à la qualité de vie au Québec. À l'inverse, les syndicats (4,5 sur 10), les artistes (4,7 sur 10) et le gouvernement du Canada (5,1 sur 10) sont les moins performants.

Q29. Sur une échelle de 0 à 10 (0 signifiant nulle et 10 signifiant excellente), comment jugez-vous la performance des acteurs suivants quand il s'agit d'évaluer leur contribution à la qualité de vie que nous avons au Québec?

Base : tous les répondants (n=2 006)



Importance perçue du rôle des municipalités dans l'administration de programmes sociaux

Les deux tiers des Québécois sondés (67%) estiment qu'à l'avenir, il serait important que les municipalités jouent un rôle plus actif dans l'administration des programmes sociaux, tandis que 24% pensent le contraire.

Q31. Historiquement, l'administration des programmes sociaux a été placée essentiellement sous la responsabilité des gouvernements du Québec et du Canada. Selon vous, à l'avenir, serait-il très, assez, peu ou pas du tout important que les municipalités jouent un rôle plus actif dans l'administration des programmes sociaux ?

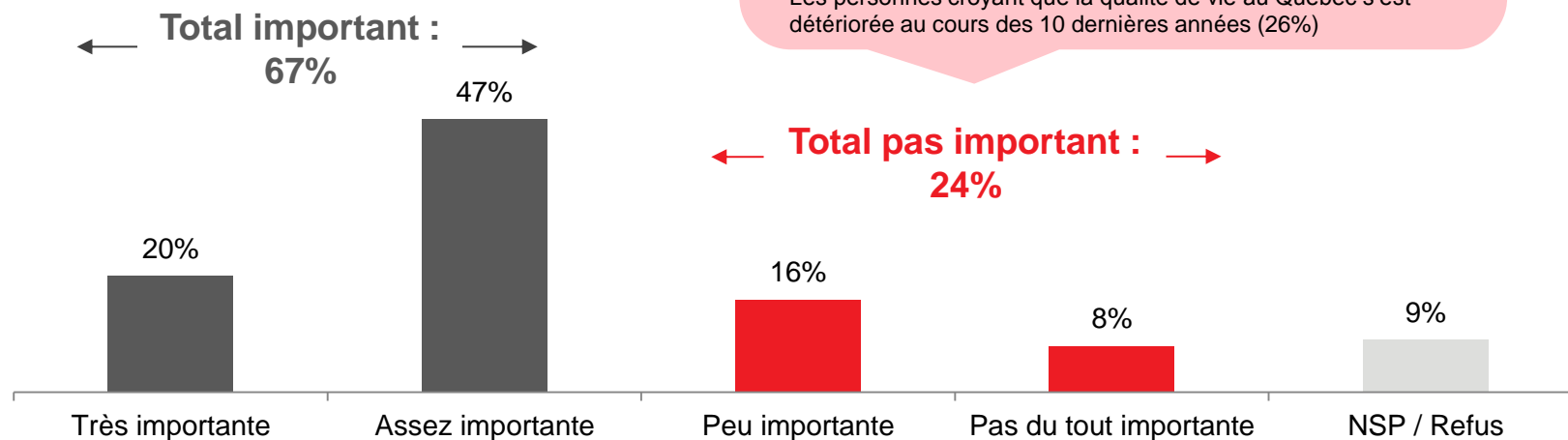
Base : tous les répondants (n=2 006)

Proportion supérieure chez :

- Les femmes (70%)
- Les personnes âgées de 65 ans et plus (74%)
- Les résidents de la région de Montréal (69%)
- Les anglophones (79%)
- Les personnes croyant que la qualité de vie au Québec s'est améliorée (72%) au cours des 10 dernières années

Proportion supérieure chez :

- Les hommes (29%)
- Les résidents des régions autres que Montréal ou Québec (26%)
- Les personnes ayant une scolarité de niveau universitaire (27%)
- Les francophones (26%)
- Les personnes faisant partie d'un ménage ayant un revenu annuel de 80 000 \$ à 99 999 \$ (32%)
- Les personnes croyant que la qualité de vie au Québec s'est détériorée au cours des 10 dernières années (26%)



Profil des répondants

Profil des répondants

Profil	Total (n=2 006)
Sexe	
Homme	49%
Femme	51%
Âge	
De 18 à 24 ans	11%
De 25 à 34 ans	16%
De 35 à 44 ans	16%
De 45 à 54 ans	20%
De 55 à 64 ans	17%
65 ans et plus	20%
Langue	
Français	78%
Anglais	8%
Autres	12%
État civil	
Célibataire	28%
Marié / Conjoint de fait	59%
Autres	10%
Enfant mineur dans le ménage	
Oui	31%
Non	65%
Région	
Région métropolitaine de Montréal	48%
Région métropolitaine de Québec	10%
Autres régions du Québec	42%

Profil	Total (n=2 006)
Origine ethnique	
Canadienne - québécoise	82%
Européenne	6%
Asiatique	2%
Afrique du Nord	2%
Autres	7%
Scolarité	
Primaire / Secondaire	37%
Collégial	27%
Universitaire	33%
Revenu	
Moins de 40 000\$	29%
40 000\$ à 59 999\$	18%
60 000\$ à 79 999\$	13%
80 000\$ à 99 999\$	10%
100 000\$ et plus	14%
Situation d'emploi	
Bureau / Ventes / Services	21%
Travailleurs manuels	7%
Professionnels	22%
Au foyer	4%
Étudiants	8%
Retraités	26%
Sans emploi	5%

www.leger360.com

Éric Chalifoux
507, place d'Armes, bureau 700
Montréal (Québec) H2Y 2W8
Conseiller principal – Communications stratégiques

514-982-2464, poste 118 – echalifoux@leger360.com